

À L'APPROCHE DE L'AÏD EL-ADHA

Les moutons locaux toujours aussi chers

Lire l'article de M. Aziza page 3

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information D'ORAN

Notre supplément
AUTOUR DU MONDE
Avec la collaboration de

P. 8 & 9

Les conseils de Sun Tzu à Donald Trump



PAR STEPHEN S. ROACH

Membre du corps enseignant de l'université de Yale et ancien président de Morgan Stanley Asia, est l'auteur de *Unbalanced : The Codependency of America and China* (Yale University Press, 2014) et de *Accidental Conflict: America, China, and the Clash of False Narratives*

La tragédie des erreurs de Trump



PAR JOSEPH E. STIGLITZ

Lauréat du prix Nobel d'économie, ancien économiste en chef de la Banque mondiale, et ancien président du Comité des conseillers économiques du président des États-Unis, est professeur à l'Université de Columbia. Son ouvrage le plus récent s'intitule *The Road to Freedom*.

Diplomatie économique : le modèle asiatique à l'heure de la multipolarité



PAR ASHOK LAVASA¹ ET ROLI ASTHANA²



1. Ancien commissaire électoral et ancien secrétaire aux finances de l'Inde, est un ancien vice-président de la Banque asiatique de développement.
2. Conseillère principale chez ODI Global Advisory, chercheuse associée senior au SAIIA, chercheuse associée à Chatham House et associée à LSE IDEAS.

Pour sauver la démocratie, luttons contre les inégalités



PAR PEDRO ROSSI

Vice-président et économiste en chef du Fonds mondial pour une nouvelle économie.



DÉTROIT D'ORMUZ

Manœuvres américaines pour faire pression sur l'Iran

Lire l'article de Mohamed Mehdi page 2



Tebboune reçoit la ministre française déléguée aux Armées

P. 2



Chanegriha reçoit la ministre déléguée française

P. 3

Détroit d'Ormuz
Manœuvres américaines pour faire pression sur l'Iran
Samedi, 71e jour de l'agression américano-sioniste contre l'Iran.
Washington attend toujours la réponse de Téhéran à ses nouvelles propositions ayant fait suite à la feuille de route iranienne de 14 points.

Mohamed Mehdi

En attendant, les américains tentent d'exercer des pressions en menant des attaques sporadiques contre des pétroliers iraniens. Les dernières en date ont eu lieu vendredi soir et ont été suivies d'une riposte iranienne ce qui a vite ramené le calme.

« Après un échange de tirs, les affrontements ont cessé et le calme est revenu », a annoncé l'agence de presse Tasnim citant une source militaire mettant en garde les Américains de « tenter à nouveau de pénétrer dans le golfe Persique ou de harceler les navires iraniens de quelque manière que ce soit ».

Alors que la Russie annonce qu'elle s'opposera au projet de résolution, déposé par les Etats-Unis et le Bahreïn au Conseil de sécurité de l'ONU dans le but d'obliger l'Iran à rouvrir le détroit d'Ormuz, préférant appeler à « mettre fin à la guerre », la Grande Bretagne annonce qu'elle prendra part à une mission internationale visant à débloquent cette importante voie de navigation maritime.

LA RUSSIE DEMANDE AUX ETATS-UNIS ET À BAHREÏN DE RETIRER LEUR PROJET DE RÉSOLUTION

Moscou exhorte les États-Unis et Bahreïn à retirer un projet de résolution du Conseil de sécurité de l'ONU appelant l'Iran à mettre fin à son blocus du détroit d'Ormuz.

Selon l'agence de presse russe TASS, citée par Al Jazeera English (AJE), le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Alexandre Alimov, a déclaré au quotidien Izvestia que Moscou « ne peut soutenir » cette résolution, également appuyée par les États du Golfe.

« Nous appelons les co-auteurs du projet américano-bahreïni à le retirer et à ne pas précipiter leur décision, car nous ne voyons pour l'instant aucun potentiel pour ce document », a déclaré M. Alimov.

Il a ajouté qu'un projet de résolution russo-chinois sur le détroit « appelle les parties à mettre fin à la guerre, à s'abstenir de tout recours à la force et à résoudre leurs différends par la négociation ».

Selon AJE, le service de presse de l'ONU indique que la résolution américano-bahreïnie est soutenue par le Koweït, le Qatar, l'Arabie saou-

dite et les Émirats arabes unis.

GRANDE-BRETAGNE : « SÉCURISER LE DÉTROIT, LORSQUE LES CONDITIONS LE PERMETTRONT »

Un porte-parole du ministère britannique de la Défense a annoncé, samedi, qu'un navire de guerre de la Royal Navy britannique sera « envoyé au Moyen-Orient afin d'être prêt à participer à une mission internationale visant à débloquent le détroit d'Ormuz », a rapporté l'agence Press Association.

« Nous confirmons que le HMS Dragon sera déployé au Moyen-Orient afin de se positionner en prévision d'une éventuelle mission multinationale de protection du trafic maritime international, dès que les conditions permettront le passage dans le détroit d'Ormuz », a déclaré le porte-parole.

Le redéploiement du HMS Dragon qui assurerait la défense des bases britanniques à Chypre, s'inscrit dans une « planification rigoureuse qui garantira que le Royaume-Uni soit prêt, au sein d'une coalition multinationale dirigée conjointement par le Royaume-Uni et la France, à sécuriser le détroit, lorsque les conditions le permettront », a-t-il ajouté.

ISRAËL MASSACRE AU LIBAN SOUS UNE PROTECTION AMÉRICAINE

Au Liban, au moment où les autorités libanaises appellent à exercer des pressions sur Israël pour qu'il mette fin à ses raids et à ses bombardements avant la prochaine série de négociations prévue les 14 et 15 mai prochains, l'entité sioniste ne s'embarrasse même plus d'évoquer le cessez-le feu et poursuit ses bombardements sur différentes régions du pays.

La seule réponse concrète sur le terrain vient du Hezbollah qui accentue sa riposte contre des positions de l'armée sioniste en déployant davantage de drones de fibre optique que la superpuissante technologie dont bénéficie l'entité n'arrive pas à détecter.

Après les massacres de vendredi qui ont fait au moins 20 martyrs et plusieurs blessés, l'armée d'occupation israélienne a mené, hier, deux frappes visant une autoroute internationale au sud de Beyrouth, selon l'agence de presse officielle libanaise ANI.

L'agence a également rapporté le martyr de 3 personnes dans une frappe aérienne israélienne qui a ciblé une voiture sur la route Al-Nahrain-Al-Shouf, au Mont-Liban.

D'autres attaques israéliennes sur le sud-Liban ont fait 5 martyrs, dont un enfant, et plusieurs blessés.

En réponse aux attaques sionistes, le Hezbollah a annoncé avoir intercepté un drone israélien à l'aide d'un missile sol-air au-dessus de la ville d'Al-Abbasiya, dans le sud du Liban.

Tebboune reçoit la ministre française déléguée aux Armées

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, samedi, Mme Alice Rufo, ministre déléguée auprès de la ministre française des Armées et des Anciens combattants, porteuse d'un message du Président français, M. Emmanuel Macron au

président de la République. Mme Rufo était accompagnée de l'ambassadeur de France en Algérie, M. Stéphane Romatet. L'audience s'est déroulée en présence du ministre d'Etat, chargé de l'Inspection générale des services de l'Etat et des Collectivités locales, M. Bra-

him Merad, du ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, et du Conseiller auprès du président de la République, chargé des affaires diplomatiques, M. Amar Abba.

ANALYSE

Mustapha Aggoun

Algérie : la souveraineté comme évidence

En France, la liberté d'expression n'a pas disparu. Elle s'est raffinée. Elle fonctionne comme un mécanisme de précision. On ne la censure pas. On la règle. On l'ajuste. On lui apprend où parler, et surtout où se taire. Elle paraît fluide. Mais elle reste calibrée. Selon les sensibilités dominantes. Et selon les équilibres du moment.

Dans les faits, critiquer la politique de l'entité sioniste, notamment dans le contexte de la résistance palestinienne, reste un droit théorique. Mais ce droit devient vite un exercice sous tension. Chaque mot est pesé. Chaque phrase est scrutée. Chaque nuance peut être retournée.

L'accusation d'antisémitisme nécessaire lorsqu'elle vise la haine réelle s'élargit parfois. Elle englobe des critiques strictement politiques. Résultat : la parole se contracte. Elle se surveille elle-même. Elle ralentit. Elle finit presque par demander la permission d'exister.

Dans ce climat, le CRIF occupe une place influente dans le débat public. Son poids symbolique et politique contribue à cette sensibilité accrue. Certaines lignes deviennent alors plus délicates que d'autres. Et le champ du dicible se resserre sans toujours le dire.

Puis le décor change brutalement. Quand il s'agit de l'Algérie, les précautions disparaissent. Les filtres tombent. Le ton se libère. On critique sans détour. On ironise sans retenue. On extrapole sans hésitation. On questionne la souveraineté. On suggère des fragilités. Parfois même, on redessine mentalement les contours de l'histoire et des frontières. Le tout au nom de la liberté d'expression.

Comme si cette liberté changeait de nature selon son objet. Non pas deux poids deux mesures au sens simpliste. Mais une modulation permanente. Une sélection implicite des sensibilités.

Ce décalage n'est pas accidentel. Il renvoie à une relation plus profonde. Dans certains imaginaires, l'Algérie reste une présence non digérée. Une mémoire persistante. Un miroir dérangeant que l'on préfère fissurer plutôt que regarder frontalement.

Frantz Fanon avait déjà décrit cette continuité des logiques de domination dans les représentations et les discours. Pierre Bourdieu, lui, analysait ces hiérarchies invisibles où certaines paroles circulent librement tandis que d'autres doivent sans cesse se justifier.

Dans ce cadre, l'Algérie devient un objet discursif à faible coût symbolique. Une cible que l'on peut juger, caricaturer ou provoquer sans déclencher les mêmes mécanismes de vigilance. Comme

si elle relevait d'un autre régime de protection symbolique. Mais le phénomène ne s'arrête pas là. Il se propage ailleurs. Il se reflète. Il se transforme.

Certains francophiles arabes non pas des illusions naïves ni des trajectoires marginales, mais des élites cultivées lecteurs de Albert Camus et de Jean-Paul Sartre finissent parfois par adopter ces cadres de lecture sans distance critique. Ils reprennent les grilles dominantes du débat français. Parfois même ses angles les plus rigides. Comme si la fascination culturelle impliquait une adhésion intellectuelle. Comme si aimer une pensée revenait à en absorber les biais.

Il en résulte une forme de ventriloquie intellectuelle. On pense avec des concepts empruntés. On parle avec des cadres importés. Et peu à peu, on risque de ne plus se penser soi-même.

Michel Foucault l'avait formulé clairement : le pouvoir le plus efficace est celui qui façonne les cadres de pensée, jusqu'à ce que les individus reproduisent eux-mêmes les mécanismes qui les structurent. C'est exactement ce qui se joue ici. Une liberté d'expression qui n'interdit pas. Mais qui oriente. Qui ne censure pas. Mais hiérarchise. Qui ne réduit pas les voix. Mais sélectionne celles qui portent. Une question demeure, simple et tenace. Pourquoi certaines critiques deviennent-elles moralement suspectes, quand d'autres sont valorisées ? Pourquoi certaines causes exigent-elles mille précautions, quand d'autres autorisent toutes les audaces ?

À force de fonctionner ainsi, cette liberté finit par révéler sa logique profonde : elle n'est pas universelle, elle est organisée autour d'équilibres. Face à cette mécanique, une réalité demeure.

L'Algérie. Contrairement à beaucoup d'espaces africains encore pris dans des dépendances visibles ou invisibles, elle impose une souveraineté qui ne se négocie pas facilement. Une fierté qui ne demande pas l'autorisation. Une mémoire qui ne s'excuse pas d'exister.

Comme lors de sa guerre de libération, elle ne cherche pas à plaire. Elle cherche à tenir.

Et c'est peut-être là que tout se joue.

Dans un monde où la liberté se module, certains pays refusent encore d'être modulés.

chant de plein fouet. Des médias israéliens ont confirmé que « plusieurs soldats ont été blessés lors de l'explosion de deux drones du Hezbollah chargés d'explosifs à Shlomi, à Al-Djalil occidentale ».

A noter que le Liban figure toujours dans les préoccupations de l'Iran qui exige que la première étape des négociations doit s'accompagner de l'arrêt de la guerre sur tous les fronts, notamment au Sud-Liban.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 042.06.33.32 / 042.06.04.96
042.06.14.33 / 042.06.03.29

Fax Pub et Rédaction:
042.06.31.98
Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - **Téléphone** : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - **Fax** : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

À l'approche de l'Aïd El-Adha Les moutons locaux toujours aussi chers

À quelques jours de l'Aïd El-Adha, le marché du mouton reste marqué par un important écart de prix entre les moutons importés, accessibles entre 48.000 et 50.000 DA, et les moutons locaux, dont les prix demeurent élevés. Et ce, malgré une légère baisse enregistrée ces derniers jours.



M. Aziza

C'est ce qu'a indiqué à notre journal le président de la Fédération algérienne des consommateurs (FAC), Zaki Hariz, mettant en avant le problème de l'organisation de la filière de l'élevage dans notre pays.

M. Hariz a souligné que le marché des moutons demeure déstabilisé en raison d'une filière qui, selon lui, n'est ni bien structurée ni suffisamment organisée.

Il a assuré que les prix des moutons locaux ont connu une légère baisse ces derniers jours, mais qu'ils restent néanmoins élevés par rapport au pouvoir d'achat moyen des citoyens.

Selon lui, le prix d'un mouton d'une année oscille actuellement entre 110.000 et 120.000 DA, alors qu'il était proposé, il y a quelques jours encore, entre 130.000 et 140.000 DA.

Pourtant, il convient de rappeler que les pouvoirs publics ont mis en place, depuis décembre dernier, une série de mesures visant notamment à soutenir la filière de l'élevage à travers la réduction des coûts de l'alimentation du bétail.

Le ministère de l'Agriculture a ainsi décidé d'assurer la disponibilité de l'orge tout au long de l'année au niveau des Coopératives des céréales et légumes secs (CCLS), au prix de 3.900 DA le quintal, afin de lutter contre la spéculation. Le prix subventionné de l'orge destiné aux femelles reproductrices a également été maintenu à 2.500 DA le quintal

pour préserver le cheptel national et soutenir les éleveurs.

De son côté, l'Office national des aliments de bétail (ONAB) commercialise des aliments à base de son, de maïs et de soja à des prix compétitifs, fixés à 3.150 DA le quintal pour les ovins et à 3.300 DA pour l'engraissement des bovins. Et de nouvelles dispositions réglementaires ont été prises afin de garantir la disponibilité du son au prix de 1.800 DA le quintal auprès des minoteries, dans le but de stabiliser le marché et d'assurer l'approvisionnement des éleveurs. À cela s'ajoute une pluviométrie favorable enregistrée cette année, bénéfique pour les activités d'élevage. Mais selon le président de la FAC, le problème est plus profond et nécessite une restructuration moderne de toute la filière.

M. Hariz a estimé que le monde rural a connu, ces dernières années, beaucoup de changements. Selon lui, plusieurs propriétaires de cheptel se sont reconvertis dans d'autres activités commerciales. Il cite notamment l'exemple de certains éleveurs qui auraient vendu leurs troupeaux pour s'installer dans une ville côtière et investir dans l'immobilier.

Pour le président de ladite fédération, des éleveurs qui connaissent parfaitement la filière abandonnent l'élevage à la faveur d'un mode de vie plus moderne et plus confortable. Il s'agit d'un problème de fond qu'il faut traiter en profondeur si l'on veut réellement relancer la production nationale et assurer une meilleure régulation du marché des moutons et des viandes rouges.

Chanegriha reçoit la ministre déléguée française



Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a reçu, samedi, au siège de l'Etat-major de l'ANP, Mme Alice Rufo, ministre déléguée auprès de la ministre des Armées françaises et des Anciens combattants, qui effectue une visite en Algérie à la tête d'une délégation de haut niveau, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

Ont pris part à cette rencontre, le Commandant des Forces terrestres, le Secrétaire général du ministère de la Défense nationale, les Commandants de Forces et de la Garde républicaine, le Directeur de Cabinet auprès du ministère de la Défense nationale, le Commandant de la Gendarmerie nationa-

le et des Directeurs centraux de l'Etat-major de l'ANP et du MDN, aux côtés des membres de la délégation française.

Lors de cette audience, les deux parties ont évoqué «les voies et moyens de renforcer la coordination sur les questions d'intérêt commun et ont passé en revue l'état de la coopération militaire bilatérale entre les armées des deux pays».

Elles ont également abordé «les défis auxquels le monde est confronté et échangé leurs points de vue sur diverses questions d'actualité».

A cette occasion, le Général d'Armée a prononcé une allocution, à l'entame de laquelle «il a souhaité la bienvenue à la ministre déléguée et la délégation qui l'accompagne, à l'occasion de cette visite à même

d'insuffler une nouvelle dynamique aux relations de coopération entre les deux pays».

Dans ce contexte, «il incombe aux deux pays d'œuvrer conjointement pour dépasser les séquelles du passé colonial tragique, sans pour autant l'oublier, et aspirer à un avenir fondé sur le respect mutuel, tout en œuvrant ensemble à la concrétisation des intérêts communs et au relèvement des défis des transformations accélérées que connaissent les scènes régionale et internationale».

De son côté, Mme Alice Rufo «a salué l'accueil chaleureux qui lui a été réservé ainsi qu'à la délégation qui l'accompagne, et a exprimé sa satisfaction d'être en Algérie d'avoir pris part aux manifestations commémorant les massacres du 8 mai 1945 dans la wilaya de Sétif».

Raïna Raïkoum

Par Amine Bouali

Un ami à moi, un brave homme au demeurant, avait une habitude aussi tenace qu'inoctive : il ponctuait presque chacune de ses phrases par un « Rak Fahem ? ». Autrement dit : « Tu comprends ? ».

Au début, j'y prêtais à peine attention. Après tout, quoi de plus naturel que de vouloir s'assurer que l'on est bien compris ? Mais à la longue, cette petite ritournelle a commencé à grincer à mes oreilles. Non pas qu'elle soit offensante, mais répétée à l'excès, elle donnait à chaque échange un curieux parfum d'interrogatoire, ou pire, de doute systématique.

Par politesse, je n'ai jamais rien dit. Pourtant, l'envie me démangeait parfois de répondre, avec un sourire à peine dissimulé : « Oui, mon ami, ani fahem ! ». Oui, je comprends. Du moins, j'essaie. Je comprends autant que possible, dans la limite de ce que tu exprimes... et de ce que je suis capable de saisir.

«Rak Fahem ?»

Car comprendre n'est pas un interrupteur que l'on actionne à volonté. C'est un

processus fragile, souvent imparfait, toujours en construction. On comprend « jusqu'à preuve du contraire », comme on dit : on interprète, on s'interroge, on se trompe parfois, puis on rectifie.

Au fond, ce « Rak Fahem ? » répétitif en dit peut-être plus sur celui qui parle que sur celui qui écoute. Il trahit une inquiétude : celle de ne pas être entendu, ou pire, de ne pas être compris. Et cette inquiétude, nous la partageons tous, à des degrés divers.

Alors aujourd'hui, plutôt que de m'en agacer, j'y vois un rappel : la communication n'est jamais acquise, elle se tisse patiemment entre deux personnes, avec des mots, mais aussi avec de l'attention et de la confiance.

Et toi, ami lecteur, « rak fahem » ce que j'essaie d'exprimer dans ce billet... ou tu dis oui juste pour me faire plaisir ?

Forum africain de l'investissement et du commerce Ouverture de la 12e édition à Alger

La 12e édition du Forum africain de l'investissement et du commerce s'est ouverte, samedi à Alger, sous le slogan "ensemble, ouvrons les marchés", avec une large participation internationale, regroupant des opérateurs économiques, des experts ainsi que des institutions financières et de développement.

Ce forum, organisé par le Centre arabo-africain pour l'investissement et le développement (CAAID), en partenariat avec l'Union africaine, la Banque africaine d'import-export "Afrexim-bank" et le secrétariat général de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), s'est ouvert en présence du ministre

de l'Economie de la connaissance, des startups et des micro-entreprises Nouredine Ouadah, et du ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse, Mustapha Hidaoui.

Cette rencontre de deux jours qui sera marquée par la signature de plusieurs accords, vise à passer de l'étape de l'échange de visions à la mise en œuvre de partenariats concrets, à travers l'investissement productif, le développement du commerce intra-africain, ainsi que la contribution à la facilitation de l'accès aux marchés, conformément aux nouvelles orientations de l'économie africaine.

Le forum constitue également un espace continental d'échange

d'expertises et de connaissances, réunissant des hommes d'affaires, des investisseurs et des représentants d'institutions économiques et financières, ainsi que des chambres de commerce et d'industrie et d'organisations régionales et internationales, afin d'examiner les opportunités de coopération et d'explorer de nouvelles perspectives de croissance économique commune.

L'événement vise aussi à soutenir les partenariats économiques durables et à renforcer les efforts communs pour parvenir à un développement global, en adéquation avec les objectifs de l'Agenda Afrique 2063, qui place l'intégration économique au cœur de ses priorités stratégiques.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA D'EL BAYADH

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION LOCALE

NIF : 098432015003244

AVIS DE CONCOURS NATIONAL RESTREINT D'ARCHITECTURE N°...../2026

La Direction DE L'ADMINISTRATION LOCALE de la Wilaya d'El Bayadh lance un concours national restreint d'architecture pour la maîtrise d'œuvre :

ETUDE POUR REALISATION D'UN RESIDENCE D'HÔTE WILAYA)

Ce concours est dirigé aux bureaux d'études d'architecture et architectes agréés inscrits à l'ordre des architectes et en possession de l'agrément d'exercice pour l'année 2025 (suivant le spécimen fournis par le CNOA) exerçant sous forme libérale en société civile professionnelle d'architecte(SCPA) composés de deux ou plusieurs architectes agréés et aux bureaux d'études pluridisciplinaires publics et privés.

Les soumissionnaires intéressés ou leurs représentants doivent présenter un reçu de paiement de 10000 DA au niveau du trésor de la wilaya pour retirer le présent cahier des charges, auprès du Bureau des Marchés de la Direction de l'administration locale de la Wilaya d'El Bayadh, sise à : Cité siège DE LA WILAYA D'El Bayadh. (Tél n°: 049-61-42-19) à partir de la date de publication de la première parution de l'avis du concours dans le BOMOP et les journaux quotidiens.

Les candidats et les soumissionnaires peuvent présenter leurs candidatures et offres dans le cadre d'un groupement momentané d'entreprises, sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence

Eligibilité des candidats :**A. Capacité professionnelle:**

- Pour les architectes agréés, justifier :

- De l'agrément d'exercice et la mise à jour de l'année 2025
- Et d'un protocole d'accord notarié en cas de groupement et/ou statut en cas de société(SCP).
- Pour les bureaux d'études publics, justifier :
- Du statut d'entreprise public économique (EPE) du bureau d'études ou d'un décret de création;
- Et de l'extrait du registre de commerce.

B. Capacités techniques:

- **Références professionnelles :**

- Avoir assuré la maîtrise d'œuvre d'un projet (étude et suivi)de même catégorie B et plus
- Les références professionnelles sont à justifier par des attestations de bonne d'exécution de délais délivrées par les maîtres d'ouvrage public

NB : la catégorie du projet doit être figurée dans l'attestation ,faute de quoi l'offre sera éliminée

- **siège social :**

Justifier de l'adresse professionnelle du siège du bureau de l'architecte (acte de propriété, contrat de locationEtc.

La durée de préparation du présent concours national d'architecture est fixée à vingt-cinq (25) jours, répartie en deux phases comme suit :

Première phase :

Un délai de dix(10) jours est accordé aux soumissionnaires pour la préparation et la remise uniquement les plis des dossiers de candidature, et ce à compter de la première parution de l'avis du concours dans le BOMOP ou les journaux quotidiens.

Deuxième phase :

seuls les candidats présélectionnés sont invités à remettre les plis de l'offre technique de l'offre prestations et de l'offre financières, un délai de quinze (15) jours à compter de la remise de la lettre d'invitation aux candidats présélectionnés.

Les offres accompagnées des pièces réglementaires, exigées, détaillées dans le cahier des charges devront être présentées comme suit :

1/ Dossier de candidature : doit comporter

- ✓ Une déclaration de candidature dûment remplie et signée suivant modèle ci-joint ;
- ✓ Une déclaration de probité dûment remplie et signée suivant modèle ci-joint ;
- ✓ Les statuts pour les sociétés ;
- ✓ Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager ;
- ✓ Les documents permettant d'évaluer les capacités des candidats.
- ✓ L'extrait d'inscription au tableau national des architectes pour les architectes libéraux

- ✓ L'habilitation d'exercice pour ceux agissant au nom de sociétés civiles professionnelles d'architectes au groupement d'architectes.
- ✓ Bilan fiscal au cours de trois dernières années..
- ✓ Copie certifiée des documents originaux portant sur le statut juridique des sociétés et groupements
- ✓ Exemple du protocole d'accord liant les membres du groupement conjoint et solidaire
- ✓ Attestation des pouvoirs du signataire de l'offre (dans le cas de société ou de groupement)
- ✓ Copie des attestations des mises à jour (CNAS-CASOS) en cour de validité.
- ✓ Copie d'extrait de rôles ou échéancier
- ✓ Extraite de registre commerce électronique ; **pour les bureaux d'études publics**
- ✓ Copie de la carte d'immatriculation fiscale
- ✓ Référence professionnelles du concourant justifier par des attestations de bonne exécution du maître d'ouvrages publics
- ✓ Une lettre d'engagement signé par le soumissionnaire portant sur la liste du personnel pour l'encadrement du projet.
- ✓ PV de visite de lieu.

2 / L'offre Technique :

- Déclaration à souscrire paraphée et signée (selon modèle ci-joint) ;
- Mémoire technique et justificatif
- Le présent cahier des charges portant à la dernière page la mention manuscrite (lu et accepter)

2 / Dossier de prestation :

- Les pièces sont mentionnées sur le cahier des charges

3 / L'offre financière :

- La lettre de soumission paraphée et signée (selon modèle ci-joint)
- Une proposition de la rémunération de la partie fixe
- La récapitulation des montants de la mission précédente
- Annexe délai d'études

Le marché sera attribué au soumissionnaire déclaré lauréat du concours qui a obtenu la note totale la plus élevée sur la base de la pondération des trois notes (Technique, prestation et financière) ;

Le dossier de candidature doit être déposé à la direction de l'administration locale D'EL BAYADH Dans une enveloppe renfermant d'une enveloppe à l'intérieur contenir le dossier de candidature et l'enveloppe extérieure devra être anonyme et portera la mention :

«CONCOURS NATIONAL RESTREINTD'ARCHITECTURE/2026 »

DE MAITRISE D'ŒUVRE ETUDE POUR REALISATION D'UN RESIDENCE D'HÔTE WILAYA)

« À ne pas ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

Le jour de dépôt des dossiers de candidature uniquement se tiendras le dernier jour de préparation de candidature de 08 H00 à 14H00 l'heure limite est à 14H00

L'Ouverture des dossiers de candidature sera faite par la commission d'Ouverture des plis en séance publique et en présence de l'ensemble des soumissionnaires le même jour de dépôt des offres à 14:00 Heures au siège de la direction de l'administration locale de la wilaya d'El Bayadh

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de quatre-vingt-dix 90 jours +vingt-cinq (25) jours à compter de la date de dépôt des offres

Les soumissionnaires sont invités à assister à l'ouverture des dossiers de candidature

LE DIRECTEUR

ANEP N° 2631008055 Le Quotidien d'Oran 10/05/2026

République Algérienne Démocratique & Populaire

MINISTRE DE L'HABITAT DE L'URBANISME DE LA VILLE & DE

L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

OFFICE DE PROMOTION ET DE GESTION

IMMOBILIERE DE NAAMA

DEPARTEMENT DE MAITRISE D'OUVRAGE



وزارة السكن و العمران و المدينة و التهيئة العمرانية

ديوان الترقية و التسيير العقاري

الولاية النعامة

دائرة التحكم في الجبال المشار يسع

Cité 40 logts Naâma E-mail : OPGI_45@yahoo.fr
NIF / 099 145 01 010 21 34

N°: 341 /DG/OPGI/26.

Nâama Le :

05 MAI 2026

A Monsieur le gérant de l'entreprise :

SARL ARAZHAN

(RUE BOUCHABOUK COOP EL DJAMEL N°173 DELY IBRAHIM W- D'ALGER)

Mise En Demeure N°01

Conformément aux dispositions du marché n° 45/2025, approuvé le 01 JUILLET 2025, portant Réalisation de 200/500/2000 logements LOT N°03 LPL + VRD Pr 2024 à commune de AIN SAFRA W-NAAMA

- Vu l'ordre de service de démarrage des travaux enregistré sous le n ° 45/2025 notifié le 02/07/2025
- Vu le chantier est à l'abandon et l'absence de main- d'œuvre ainsi des matériaux de construction.
- Vu le non-respect du planning des travaux.
- Vu le paiement des situations des travaux d'un montant de 199 474 506.53 DA en date du 05/04/2026

L'office de promotion et de gestion Immobilière de Nâama sis l'ancienne cité administratif Nâama mis en demeure l'entreprise SARL ARAZHAN ; domicile à «RUE BOUCHABOUK COOP EL DJAMEL N°173 DELY IBRAHIM W- D'ALGER », sous huitaine à partir de la première parution dans la presse national pour :

- Rattraper le retard engendré selon la formule (3*8).
- renforcer le chantier par les moyens, matériels et humains nécessaires pour rattraper le retard.
- Faute de quoi, l'office sera dans l'obligation d'appliquer les mesures coercitives à l'encontre de votre l'entreprise conformément à la réglementation en vigueur.

Le Directeur Général

ANEP N° 2631008111

Le Quotidien d'Oran 10/05/2026

République Algérienne Démocratique & Populaire

MINISTRE DE L'HABITAT DE L'URBANISME DE LA VILLE & DE

L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

OFFICE DE PROMOTION ET DE GESTION

IMMOBILIERE DE NAAMA

DEPARTEMENT DE MAITRISE D'OUVRAGE



وزارة السكن و العمران و المدينة و التهيئة العمرانية

ديوان الترقية و التسيير العقاري

الولاية النعامة

دائرة التحكم في الجبال المشار يسع

Cité 40 logts Naâma E-mail : OPGI_45@yahoo.fr
NIF / 099 145 01 010 21 34

N°: 341 /DG/OPGI/26.

Nâama Le :

05 MAI 2026

A Monsieur le gérant de l'entreprise :

SARL ARAZHAN

(RUE BOUCHABOUK COOP EL DJAMEL N°173 DELY IBRAHIM W- D'ALGER)

Mise En Demeure N°01

Conformément aux dispositions du marché n° 41/2025, approuvé le 01 JUILLET 2025, portant Réalisation de 150/300/600/2000 logements LOT N°03 LPL + VRD Pr 2024 à commune de MECHERIA W-NAAMA

- Vu l'ordre de service de démarrage des travaux enregistré sous le n ° 41/2025 notifié le 02/07/2025.
- Vu le chantier est à l'abandon et l'absence de main- d'œuvre ainsi des matériaux de construction.
- Vu le non-respect du planning des travaux.
- Vu le paiement des situations des travaux d'un montant de 199 474 506.53 DA en date du 05/04/2026

L'office de promotion et de gestion Immobilière de Nâama sis l'ancienne cité administratif Nâama mis en demeure l'entreprise SARL ARAZHAN ; domicile à «RUE BOUCHABOUK COOP EL DJAMEL N°173 DELY IBRAHIM W- D'ALGER », sous huitaine à partir de la première parution dans la presse national pour :

- Rattraper le retard engendré selon la formule (3*8).
- renforcer le chantier par les moyens, matériels et humains nécessaires pour rattraper le retard.
- Faute de quoi, l'office sera dans l'obligation d'appliquer les mesures coercitives à l'encontre de votre l'entreprise conformément à la réglementation en vigueur.

Le Directeur Général

ANEP N° 2631008110

Le Quotidien d'Oran 10/05/2026

Démocraties occidentales plastiques L'ère du mensonge assumé au prix de vies humaines

Par Nabil Mati*

Dès lors, il devient facile à manipuler.» Hannah Arendt écrivait ces mots il y a plus d'un demi-siècle. Ils n'ont jamais été aussi actuels. Dans un monde saturé de demi-vérités et de récits fabriqués, le pouvoir politique, adossé aux oligarchies financières qui tiennent les médias, a compris que la vérité n'est plus à conquérir. Elle est à fabriquer. Et c'est le citoyen ordinaire qui en paie le prix.

Le mensonge est, de longue date, l'un des instruments fondamentaux de l'art politique. Platon fut l'un des premiers à le théoriser, en légitimant ce qu'il nommait le « noble mensonge », cette fiction que les gouvernants se permettent d'imposer aux peuples pour préserver l'ordre social¹. Plusieurs siècles plus tard, Machiavel en fit un art à part entière, élevant le mensonge au rang d'instrument essentiel du Prince, outil indispensable à qui veut conquérir le pouvoir et, surtout, le conserver². George Orwell, quant à lui, poussa cette logique jusqu'à son extrême dans son roman *1984*, en imaginant un régime totalitaire doté d'un « Ministère de la Vérité » dont la mission n'était pas de dire le vrai, mais de réécrire en permanence l'histoire pour que chaque discours, chaque fait, chaque souvenir corresponde à la ligne politique du Parti au pouvoir. Cette réalité n'appartient pas au passé. Seuls les naïfs s'en consolent ainsi. Le pouvoir politique contemporain s'inscrit dans la continuité de ses prédécesseurs, mais il a su hériter de leurs méthodes pour mieux les affiner, les amplifier, les rendre enfin à la hauteur de leurs ambitions les plus inavouables. Orwell avait imaginé l'horreur il n'avait pas imaginé les outils. Les réseaux sociaux, les algorithmes, l'intelligence artificielle: autant d'instruments que nos dirigeants ont saisis avec l'enthousiasme discret de ceux qui reconnaissent, dans une arme nouvelle, le prolongement naturel d'une vieille vocation. Et le plus troublant n'est pas la sophistication du mensonge. C'est son insolence. Le deepfake ne cherche plus à convaincre tout à fait, il cherche à saturer. La mise en scène virale fabriquée et déversée sur TikTok ou X n'a pas besoin d'être vraisemblable pour être efficace ; il lui suffit d'être partout. La désinformation ne se dissimule plus dans l'ombre des arrières-salles : elle s'exhibe, elle prolifère avec la sérénité de ce qui n'a plus rien à craindre. Jusqu'à ce que la vérité, asphyxiée, ne trouve plus ni place dans l'espace public, ni langage pour se dire, ni même le souffle nécessaire pour s'énoncer.

Les exemples tirés de l'actualité française récente parlent d'eux-mêmes. Quand Francesca Albanese, rapporteuse spéciale de l'ONU, se voit publiquement attribuer par la députée Caroline Yadan des propos qu'elle n'a jamais tenus, le mensonge serait déjà suffisamment grave en lui-même. Mais lorsque le ministère français des Affaires étrangères s'empare à son tour de cette accusation et la relaie avec l'autorité que lui confère sa fonction, c'est autre chose qui se produit : une fabrication devient vérité d'État, adoubée, estampillée, rendue presque inattaquable par le prestige de ceux qui la portent. Le ministère reconnaîtra l'erreur, sans plus. Sans explication, sans mise en cause, sans que quiconque ait à en répondre. Le cas de Bally Bagayoko obéit au même mécanisme, avec la même désinvolture. Une journaliste

« Quand le mensonge devient permanent, les gens ne finissent pas forcément par croire aux mensonges : ils finissent surtout par ne plus croire en rien. Or, un peuple qui ne croit plus en rien perd sa capacité à se forger une opinion. Il devient incapable d'agir, mais aussi de penser et de juger. »

de BFMTV lui prête des mots qu'il n'a pas prononcés, dont la prétendue expression « ville des Noirs », pure invention, et l'accusation circule, s'installe, fait son œuvre. Quelques jours plus tard, des excuses sont formulées. Mais qu'on ne s'y trompe pas : elles ne procèdent d'aucun attachement sincère à la vérité, d'aucun repentir véritable. Elles sont le produit d'un calcul, la concession minimale arrachée par l'ampleur inattendue de la controverse.

La mécanique du mensonge, elle, demeure intacte, prête à se remettre en marche. Le mensonge, lui, reste debout. Intact. À peine effacé qu'il est déjà remplacé par un autre. Dans un tel système, le mensonge cesse d'être un accident moral. Il devient un comportement structurel. Le menteur récidive non seulement parce qu'il le peut, mais parce qu'il y est objectivement encouragé. Le système l'y incite, le valorise et lui assure plus encore que l'impunité, une véritable liberté de mentir sans sanction. Dès lors, le mensonge n'est plus une exception, mais une norme rentable. Et dans un ordre où ce qui paie fait loi, la récidive n'est plus une pathologie. Elle devient une rationalité.

Le véritable danger apparaît lorsque le mensonge s'élève au rang d'instrument d'État, en particulier lorsque cet État, sans toujours se revendiquer officiellement comme tel, agit dans les faits selon une logique extrémiste. À partir de là, il n'existe plus de limite, plus de garde-fous. Le mensonge se transforme en une arme redoutable, capable de couvrir ou de justifier le massacre d'un peuple entier. Sa nature change alors radicalement. Il ne relève plus d'une simple faute morale, il ne se répare plus par une excuse de circonstance ou un démenti tardif. Il devient un crime. Un crime d'une nature singulière, parce qu'il est précisément celui qui rend tous les autres possibles.

Rappelons-nous. On nous a mené pour justifier l'invasion de l'Irak en 2003, en brandissant des preuves d'armes de destruction massive qui n'ont jamais existé, un mensonge d'État fabriqué de toutes pièces, solennellement validé en tribune internationale, derrière lequel des millions d'Irakiens ont payé de leur vie une fiction géopolitique construite dans les bureaux de Washington.

On nous a menti sur Kadhafi. Certes, l'homme était un autocrate nul n'en disconvient. Mais le récit de la « libération du peuple libyen », orchestré depuis Paris sous Sarkozy, n'avait de humanitarian que le vernis. Ce que l'actualité a révélé depuis, à travers les affaires de financement occulte et les enquêtes judiciaires toujours en cours, c'est une tout autre réalité : une intervention militaire habillée en croisade démocratique, mais motivée, au moins en partie, par des intérêts financiers et des règlements de comptes politiques. La Libye, elle, a payé le prix de cette hypocrisie. Plongée dans le chaos depuis 2011, déchirée entre factions armées, livrée aux trafiquants d'êtres humains, elle n'a pas été libérée. Elle a été fracassée. Et ceux qui ont brandi l'étendard de la liberté se sont depuis longtemps détournés des décombres qu'ils ont laissés derrière eux.

On nous a menti et on continue à nous mentir en affirmant que les Pa-

lestiniens n'ont pas de terre, effaçant d'un trait une histoire millénaire, un peuple, une mémoire collective, une présence documentée et irréfutable. Un mensonge fondateur, érigé en vérité d'État, qui a servi à justifier dans l'espace médiatique dominant chaque massacre perpétré, voire génocide, à leur rencontre comme une réponse légitime car cette terre ne les appartient pas, les voleurs de cette terre légitimes tout massacre. On nous a menti, et on continue de nous mentir, pour légitimer des frappes contre l'Iran. Le spectre d'une menace nucléaire imminente, d'une attaque concertée contre Israël et les États-Unis, a été agité avec la même vigueur que les fioles de Colin Powell en 2003. Une hypothèse pourtant démentie par les organisations internationales, par plusieurs agences de renseignement, par les propres conseillers de Donald Trump, et par les faits eux-mêmes. Cela n'a pas empêché les bombardements. Et dès les premières frappes, plus de 160 jeunes filles ont été tuées dans leur école. Pas des combattantes. Des écolières.

Et pourtant, malgré l'émergence des médias alternatifs, malgré les contre-récits, malgré les vérifications et les démentis qui circulent désormais en temps réel, la logique d'État reste implacable. Pire : elle s'est affranchie de toute pudeur. On ne nous ment plus à demi-mot, avec le soin de qui cherche encore à convaincre. On nous ment frontalement, sans filtre, sans même le souci de la vraisemblance, comme si le pouvoir avait fini par habiter un monde parallèle, un monde qu'il fabrique lui-même, et depuis lequel il décrète ce qui est vrai, ce qui est légitime, ce qui mérite d'exister. Les récits s'ajustent aux ambitions, nationales comme internationales. La poursuite des ventes d'armes à Israël, maintenue malgré les massacres documentés, malgré les rapports d'organisations internationales, malgré les images qui font le tour du monde, en est l'illustration la plus cynique : l'État continue, justifie, argumente pendant que des populations entières meurent sous des bombes qu'il a contribué à fournir. La réalité, elle, n'est plus consultée. C'est précisément ce qu'Achille Mbembe, philosophe et politologue camerounais, théorise à travers le concept de nécropolitique, ce pouvoir souverain qui ne se contente plus de gérer la vie des populations, mais qui s'arroge le droit d'imposer la mort, qu'elle soit physique, sociale ou civile. Une mort qui ne se limite pas à l'élimination des corps, mais qui commence bien avant, dans l'effacement symbolique de l'humanité de l'autre, condition préalable et nécessaire pour que cette mort, une fois accomplie, ne produise ni affect, ni révolte, ni mémoire.

Alors le pouvoir, dans tous les sens du mot, ne ment plus seulement pour manipuler les autres, car cela est déjà acquis. Il ment désormais pour se fabriquer une bonne conscience, pour créer autour de lui une atmosphère dans laquelle ses propres acteurs finissent par croire à leurs propres fictions. Et c'est là que réside le vertige le plus profond. Ils ont ouvert la porte de l'enfer sans jamais pouvoir la refermer.

Le pouvoir sait, au fond, que sa

lumière est passagère. C'est peut-être pour cela qu'il ment avec une telle intensité, non par conviction, non par idéologie, mais par peur. Peur du silence à venir. Peur de perdre le contrôle. Peur de l'après. Peur, surtout, de se retrouver seul face à ce qu'il a fait. Le mensonge devient alors pour lui une nécessité vitale, non plus seulement un outil de domination, mais une façon de tenir.

Car lorsque le rideau tombe, lors que la scène se vide et que le bruit des institutions s'éteint, la rencontre avec soi-même devient inévitable. L'ego, si imposant en apparence, si soigneusement protégé derrière le pouvoir et ses insignes, se retrouve soudain face à sa propre nudité. Plus de discours à tenir, plus d'image à construire, plus de mensonge à administrer. Il ne reste que soi, et le silence pesant de tout ce qu'on a fait. C'est là que les questions surgissent, celles qu'on avait enfouies sous l'accumulation des décisions, des postures et des fictions soigneusement entretenues. Celles auxquelles le pouvoir, précisément, permettait de ne jamais répondre. L'Histoire nous enseigne que le regret finit toujours par revenir. Nul n'y échappe vraiment. Car avant d'être un général, un Premier ministre, un chef d'État, ou même un simple journaliste ayant participé, par la désinformation, par ses silences ou ses omissions, au désordre du monde et peut-être à quelque chose d'aussi irréparable qu'un génocide, on reste un être humain. Avec une conscience. Avec une mémoire. Et aucun pouvoir au monde, aucune rédaction, aucun éditorial, aucune excuse de tribune n'a jamais réussi à abolir cette vérité là.

Colin Powell, ancien secrétaire d'État américain, a reconnu publiquement que son discours prononcé au Conseil de sécurité de l'ONU le 5 février 2003, destiné à défendre l'existence d'armes de destruction massive en Irak, constituait une tâche durable dans son parcours. Lui, le général respecté, l'homme de confiance, est devenu malgré lui le visage d'un mensonge d'État. Tony Blair, rattrapé lui aussi par l'Histoire, a fini par reconnaître sa responsabilité politique dans les mensonges qui ont conduit à la guerre en Irak, sans jamais mesurer pleinement le gouffre entre ses aveux et l'ampleur des destructions qu'il a contribué à déclencher.

Des hauts gradés de Tsahal eux-mêmes, rongés par ce qu'ils ont vu et ce qu'ils ont fait, ont quitté l'uniforme pour tenter de se reconstruire autrement. C'est le cas de Yehuda Shaul, ancien soldat israélien et cofondateur de l'organisation Breaking the Silence, qui recueille depuis 2004 les témoignages de soldats israéliens sur les réalités de l'occupation, refusant le silence comme dernière forme de complicité.

Face à cette machine colossale, le combat contre le mensonge politique et ceux qui le servent ressemble à celui de David contre Goliath. D'un côté, les oligarchies financières, les appareils d'État, les chaînes d'information en continu, les algorithmes, les budgets de communication pharaoniques, toute la puissance institutionnelle du mensonge organisé. De l'autre, des citoyens,

des journalistes indépendants, des lanceurs d'alerte, souvent menacés, mais porteurs d'une chose que Goliath ne possède pas, la vérité. Et l'Histoire nous enseigne que David gagne. Pas toujours vite. Pas sans pertes. Pas sans douleur. Mais il gagne. Car le mensonge, aussi puissant soit-il, porte en lui sa propre fragilité. Il doit sans cesse se renouveler, se défendre, se justifier. La vérité, elle, n'a besoin que d'être dite une seule fois pour ne plus jamais pouvoir être complètement effacée. La résistance commence donc là, dans l'exigence obstinée des faits, dans le refus de laisser toute vérité se dissoudre en opinion, dans la conviction que le réel, même inconfortable, vaut mieux que le mensonge, même rassurant.

Mais peut-être que notre conception de la citoyenneté est elle-même en cause. Non pas seulement parce que les responsables politiques mentent, mais aussi parce qu'une partie des citoyens ne dispose plus toujours des outils intellectuels nécessaires pour distinguer le vrai du faux, le juste de l'injuste. L'ignorance et le manque d'engagement constituent l'un des premiers terreaux sur lesquels prospère le mensonge politique. C'est en ce sens que Fukuzawa Yukichi, grande figure des Lumières japonaises, mettait en garde contre une forme de démission intellectuelle qui, au fond, arrange le pouvoir autant qu'elle dessert le citoyen. « Tant que les hommes chercheront la vérité uniquement auprès du pouvoir, écrivait-il, au lieu d'exercer eux-mêmes leur jugement, ils resteront vulnérables à la manipulation. » Un siècle et demi plus tard, l'avertissement n'a rien perdu de son acuité. Il l'a, peut-être, gagné en urgence. Mais la réponse ne peut pas être seulement morale ou intellectuelle. Elle doit aussi être politique et institutionnelle. L'exemple de Donald Trump a montré avec une clarté brutale jusqu'où un système démocratique peut être fragilisé de l'intérieur, non par un coup de force, mais par l'usurpation méthodique de ses propres mécanismes: la justice instrumentalisée, les contre-pouvoirs contournés, le mensonge érigé en méthode de gouvernement. Il faut repenser un modèle démocratique occidental plus exigeant, plus combatif, moins complaisant à l'égard de la manipulation publique.

Cela suppose de véritables garde-fous : une justice réellement indépendante, un contrôle rigoureux des institutions, des mécanismes capables de garantir un équilibre effectif entre les pouvoirs.

Et pourquoi ne pas aller plus loin encore ? Faire du mensonge politique grave une faute impardonnable, juridiquement sanctionnée, voire, dans les cas les plus manifestes, un acte pénallement répréhensible. Une démocratie qui ne se donne aucun moyen de sanctionner ceux qui la trahissent de l'intérieur n'est plus tout à fait une démocratie. Mais encore faut-il que la classe politique en ait la volonté d'aller dans ce sens. Ou peut-être que la réponse se pose ailleurs, cette fois, dans les consciences, dans les rues, dans le réveil de citoyens qui ont trop longtemps regardé ailleurs.

*Enseignant à l'Université Paris 8
Formation doctorale à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris, spécialité anthropologie

Mostaganem 600 millions de dinars pour la protection contre les inondations

Une enveloppe de 600 millions de dinars a été allouée au projet de protection de la zone de Oued El-Hadaïk, située au sud de la ville de Mostaganem, contre les inondations, ont indiqué samedi les services de la wilaya.

La même source a précisé que ce projet, qui concer ne Oued El-Hadaïk ainsi que la zone d'habitation dite Debda-ba, dans la commune de Sayada, s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par les autorités locales pour protéger les zones urbaines contre les inondations et améliorer les performances des réseaux d'assainissement. La première tranche du projet, d'un montant de 300 millions DA, prévoit la réalisation d'une station de relevage des eaux reliée à une conduite de refoulement en direction de Oued Ain-Sefra, ainsi qu'à la station d'épuration des eaux usées de Salamandre, a ajouté la même source.

La seconde tranche, également

dotée d'une enveloppe de 300 millions DA et financée par le Fonds national de l'eau (FNE), porte sur des travaux complémentaires destinés à éliminer définitivement les problèmes liés à l'évacuation des eaux usées et des eaux pluviales, notamment au niveau de Oued El-Hadaïk et de la zone avoisinant le Club équestre.

Une fois le projet achevé, les autorités locales ambitionnent de relancer la dynamique urbaine et de développement dans cette région, notamment à travers le lancement de projets de logements et la délivrance de permis de construire aux postulants, selon la même source.

Les services de la wilaya de

Mostaganem ont également instruit les entreprises chargées des travaux d'adopter un système de travail continu (3x8) et de mobiliser l'ensemble des moyens matériels et humains nécessaires afin d'accélérer le rythme de réalisation et de réceptionner le projet dans les meilleurs délais.

Ils ont, en outre, insisté sur l'utilisation de matériaux de haute qualité, la séparation des réseaux d'évacuation des eaux pluviales et des eaux usées afin de garantir la durabilité et l'efficacité future du projet, ainsi que sur l'implication des organismes compétents, notamment l'organisme de contrôle technique des eaux, a conclu la même source.

Tlemcen, Relizane, Naâma, El Bayadh Début de la vente des moutons importés

Les wilayas de Relizane, Naâma et El Bayadh ont entamé, samedi, les opérations de vente des moutons importés à travers plusieurs points de vente agréés, dans le cadre d'une organisation rigoureuse visant à faciliter l'acquisition des bêtes pour les citoyens inscrits sur la plateforme numérique dédiée. Dans la wilaya de Relizane, l'opération a été lancée à travers huit points de vente agréés répartis entre le chef-lieu de wilaya et plusieurs communes, notamment Zemmoura, Mendes, Djediouia, Mediouna, El Hassi et El Matmar.

La vente est exclusivement réservée aux citoyens inscrits sur la plateforme mise en place à cet effet, lesquels reçoivent des SMS précisant la date ainsi que le lieu de retrait de leur mouton. A noter qu'une deuxième cargaison de moutons importés a été réceptionnée. Dans la wilaya de Naâma, l'opération de vente a été lancée à travers sept points répartis sur plusieurs communes, après la réception d'un premier

lot estimé à 2.400 têtes ovines sur un quota global de 6.400 têtes. Dans la wilaya d'El Bayadh, y compris dans la wilaya déléguée de Labiodh Sidi Cheikh, un premier lot de 2.000 têtes ovines a été réceptionné et réparti sur trois points de vente. Dans la wilaya de Tlemcen, la commercialisation a débuté, vendredi, à travers les six points de vente prévus à cet effet, selon l'Inspection vétérinaire de wilaya.

L'opération concerne la commercialisation du premier quota de moutons importés reçu par la wilaya, estimé à 3.300 têtes, réparties sur les unités de production agricole "Hamadouche" dans la commune de Chetouane, "Ben Aïssa" dans la commune de Sabra, "Garmouche" dans la commune de Sebdou, "Si Saïd" dans la commune d'Aïn Nehala, "Belaïdouni" dans la commune de Fhoul, ainsi que l'unité d'élevage avicole "Remchafi" dans la commune de Sidi Abdelli. La capacité d'accueil globale de ces points est estimée à 13.000 mou-

tons, selon la même source. La wilaya de Mascara a reçu un premier quota estimé à 3.300 têtes de moutons importés destinés à l'Aïd El-Adha, selon la Direction des services agricoles.

La même source a précisé que cette direction a réceptionné, jeudi soir, un premier quota de 3.300 moutons importés qui se trouvaient au niveau du centre de quarantaine sanitaire de la wilaya de Sidi Bel-Abbès, ajoutant que ce quota a été orienté vers deux sites de regroupement et de vente situés au marché régional de gros des fruits et légumes de la commune de Sidi Abdelmoumen (1.150 têtes) et au siège de l'Office national du matériel agricole (ONAMA) de la commune de Mascara (2.150 têtes).

La wilaya bénéficiera également, dans les prochains jours, d'autres quotas de moutons importés qui seront acheminés directement vers les deux sites de regroupement et de vente, selon la Direction des services agricoles.

Mascara La production d'olives en hausse

La wilaya de Mascara a enregistré une production dépassant 690.000 quintaux (qx) d'olives, durant la campagne de récolte de la saison agricole 2025-2026, selon la direction des Services agricoles (DSA). La campagne de récolte, récemment achevée, a permis d'atteindre ce volume sur une superficie productive totale estimée à 14.555 hectares, avec un rendement variant entre 32 et 35 qx à l'hectare. Ainsi, plus de 663.700 quintaux ont été des-

tinés à la consommation en tant qu'olives de table, tandis que plus de 26.350 quintaux ont été orientés vers la production d'huile d'olive. La production oléicole a connu une hausse par rapport à la campagne précédente, qui avait enregistré près de 570.000 quintaux. Cette augmentation est attribuée, selon la Direction des services agricoles, à l'approvisionnement en quantités importantes d'eau au profit des agriculteurs, notamment dans la plaine de Sig,

à partir du barrage de la commune de Chorfa, avec un volume estimé à 11 millions de mètres cubes. Elle est également liée à l'entrée en production de superficies importantes nouvellement plantées en oliviers. Dans le but d'étendre les superficies consacrées à l'oléiculture, la direction des Services agricoles prévoit de mettre en œuvre un programme de plantation d'un nombre important de jeunes oliviers au cours des deux prochaines campagnes agricoles.

Chlef 12 maisons d'édition annoncées au salon du livre

Abbad Miloud

La maison d'édition "les presses du chelif" organise le 5e salon national du livre Hassiba Benbouali à la maison de la culture du 13 au 16 mai, avec l'appui de la direction de la culture et des arts. Un important rendez-vous qui sera un lieu de rencontre et d'échange pour les férus de la lecture et du livre et aussi une occasion pour inciter à la lecture.

Douze maisons d'édition participent à cette 5e édition, dont l'ANEP, Barzakh et Apic éditions ainsi que plusieurs autres proposant des ouvrages variés dans divers domaines. Plus de 30 écrivains et auteurs participeront au salon offrant au public l'occasion de se rencontrer et d'échanger autour de l'avenir de la lecture en Algérie. Un riche programme a été établi comprenant des conférences littéraires, des lectures poétiques, des tables rondes et des débats autour de l'édition, de la créativité et du rôle du livre dans la société. Des ateliers et activités dédiés aux enfants seront organisés afin de leur faire aimer la lecture et de développer la créativité à travers des séances de contes, de dessin, de lecture guidée et des jeux éducatifs.

Les organisateurs ont déployé des efforts depuis plusieurs semaines pour que cet événement culturel continue à promouvoir la culture de la lecture et à renforcer la place du livre auprès des jeunes générations, tout en faisant de Chlef une destination importante pour les échanges culturels et l'expression littéraire.

Adrar Départ du premier groupe de pèlerins

Un premier contingent de pèlerins s'est envolé, vendredi soir, de l'aéroport Cheikh Sidi Mohamed Bel-kebir d'Adrar vers Médine.

Ce groupe composé de 249 Hadjis et de deux accompagnateurs (un mourchid et un agent de la Protection civile) a embarqué à bord d'un appareil de la compagnie Air-Algérie, a indiqué le directeur de l'orientation religieuse et des wakfs d'Adrar, Abdelkhalek Kasbaoui.

Ce groupe de pèlerins est le premier de cinq (5) contingents, totalisant plus de 1.170 hadjis, des wilayas d'Adrar et Timimoun, programmés sur des vols directs depuis l'aéroport d'Adrar, quatre à destination de Médine et le cinquième vers l'aéroport de Djed-dah, ainsi qu'un vol supplémentaire au départ de l'aéroport Houari Bou-

mediene d'Alger, a-t-il précisé. Le directeur général de l'établissement des services aéroportuaires d'Oran-Ouest, Nadjib-Allah Benchenane, a affirmé, de son côté, que les services aéroportuaires étaient mobilisés pour réunir les meilleures conditions d'accueil et de transport des hadjis, conformément aux directives des autorités compétentes. Il a mis l'accent, à ce propos, sur la coordination étroite entre les services de la Police des frontières, des Douanes algériennes, de la Protection civile, d'Air-Algérie et de différents partenaires.

Présent à la cérémonie de départ des pèlerins, en compagnie des autorités de la wilaya, le wali d'Adrar, Fodil Douifi, a salué le bon déroulement de l'opération d'accompagnement des pèlerins, depuis leur arrivée à l'aéroport jusqu'à leur embarquement.

El Bayadh Campagne pour un été sans accident

Une campagne de prévention et de sensibilisation aux risques liés à la saison estivale a été lancée jeudi dans la wilaya d'El Bayadh, à l'initiative de la direction de la Protection civile, avec la participation de plusieurs partenaires et acteurs locaux.

Le coup d'envoi de cette campagne, organisée à l'occasion de la Journée nationale de la Mémoire marquant le 81e anniversaire des Massacres du 8 mai 1945, a été donné par le wali, Nouredine Belaribi, accompagné du directeur de wilaya de la Protection civile, le commandant Benaouda Mohamed, en présence des autorités civiles et militaires, de représentants de la famille révolutionnaire, des partenaires institutionnels, des secteurs publics ainsi que de membres de la société civile.

Placée sous le slogan : "Un été sans accidents grâce à une vigilance permanente", cette campagne s'inscrit dans le cadre des mesures préventives anticipées pour faire face aux différents risques liés à la période estivale.

Selon les organisateurs, cette initiative vise principalement à renforcer la culture de la prévention et à sensibiliser les

différentes catégories de la société aux comportements à adopter face aux risques saisonniers.

Le programme prévoit notamment l'organisation de caravanes de proximité sillonnant villages, hameaux, zones forestières et autres points sensibles. Des sorties de terrain seront également effectuées, en coordination avec les différents partenaires, vers les retenues d'eau, barrages et plans d'eau afin de sensibiliser, en particulier les jeunes et les enfants, aux dangers de la baignade dans les zones interdites.

La campagne, qui se poursuivra durant toute la saison estivale, comprend aussi un accompagnement des agriculteurs pendant les périodes de moisson et de battage, à travers la diffusion de consignes préventives destinées à protéger les récoltes contre les incendies.

Selon les services de la Protection civile, le programme de cette campagne porte essentiellement sur la prévention des feux de forêt et des incendies de récoltes, les dangers de la baignade dans les retenues d'eau et plans d'eau, les accidents de la route, les intoxications alimentaires ainsi que les piqûres de scorpions.

Publicité

الديوان العمومي للمحضر القضائي - بدائرة اختصاص محكمة غليزان
مكتب الأستاذ عباس نصر الدين - 03 شارع عبد المومن غليزان - الهاتف: 040.61.20.18

إعلان عن بيع بالمزايدة
بناء على طلب السيد مدير مؤسسة أديف (ADIV) الكائنة بالمنطقة الصناعية سيدي بقليزان، يعلن الأستاذ عباس نصر الدين محضر قضائي لدى محكمة غليزان عن إجراء عملية بيع بالمزايدة بالتعهدات المختومة للمنقولات المذكورة أسفله يوم 2026/04/17 على الساعة العاشرة صباحا بمكتبنا ما يلي:

رقم الحصة	التعيين	الكمية والوزن	الحالة
01	ألواح تحميل السيارات كبيرة ومتوسطة الحجم مصنوعة من الخشب	(حسب القائمة)	مستعملة
02	قضبان حديدية	(حسب القائمة)	مستعملة

شروط البيع: -أوقات المعاتبة من الساعة الثامنة والنصف صباحا إلى الثالثة بعد الزوال. - ملئ الظرف المختوم حسب النموذج الموجود بمكتب المحضر القضائي. -البيع بدون ضمان. - يجب دفع مستحقات البيع قبل 08 أيام من تاريخ البيع. - تقديم نسخة من بطاقة الهوية ضرورية مع الأظرفة المختومة.

المحضر القضائي

APPARTEMENT

■ A vendre F3, 5° étage, superficie 81 m², acté, à Haï Salam cité avec gardiennage, cité fermée - Tél : 0666.19.98.50

EMPLAIS

■ Offre d'emploi : Entreprise à Hassian Ettoual – Oran recrute DRH retraité avec longue expérience. Envoyez CV au numéro WhatsApp suivant : Tél : 0560.31.88.39

DIVERS

■ A louer licence de café à Oran –Tel : 0774.16.01.34

PENSÉE

Dix années se sont écoulées depuis ce jour funeste du 8 mai 2016, où nous avons perdu notre chère et inoubliable mère et épouse **Madame BOUKLIA HASSANE Malika, née ZIRI**. Cette date demeure à jamais gravée dans nos cœurs comme un jour de profonde tristesse et de douleur. Son époux Rafik, ses fils Riad, Rachid, Mehdi et Tarik, ses belles-filles ainsi que ses petits-enfants demandent à tous ceux qui l'ont connue et aimée d'avoir une pieuse pensée à sa mémoire. Nous prions Dieu Tout-Puissant de l'accueillir en Son Vaste Paradis, de lui accorder Sa Miséricorde et la paix éternelle.

Ta famille qui ne t'oublie pas.
إن شاء الله وإنا إليه راجعون
اللهم اغفر لها وارحمها

Un site «échantillon» du projet global «anti-eaux souterraines» 5 milliards pour une opération ciblant le périmètre des sœurs Benslimane

Pris par la DRE comme site échantillon de référence par rapport au projet de protection du centre-ville d’Oran contre les effets des eaux souterraines, le périmètre entourant l’Hôtel des Finances, sis rue des sœurs Benslimane (ex El-Moungar), fait l’objet d’une opération en cours d’exécution pour un montant de 50 millions de DA.

Houari Saaïdia

Face à la remontée des eaux qui fragilise sans cesse les structures de nombreux immeubles dans le pourtour de l’Hôtel des Finances et du lycée Pasteur, avec comme effet probant l’inondation des caves et la submersion des fondations des sous-sols, une opération de drainage et de réhabilitation du réseau d’assainissement de cette zone est en cours d’exécution, intégrant la réalisation d’un forage horizontal pour drainer l’eau de manière gravitaire. Cependant, devant la complexité de la tâche et du fait que cette opération soit appelée à être inscrite dans le temps (opération non ponctuelle), le secteur local des Ressources en eau avait demandé une tranche complémentaire de 3,5 milliards pour les échéances 2026 et 2027 pour parachever le curage des ovoïdes souterrains d’Oran. Le projet, dans son ensemble, vise la protection du centre-ville d’Oran contre les effets des eaux souterraines, lequel était en tête du programme du secteur local de l’Hydraulique proposé au titre de l’avant-projet de loi de finances (PLF) pour l’exercice 2026. Non validé en 2025, ce dossier est remis cycliquement sur la table par le ministère des Ressources en eau devant les instances centrales à la faveur du processus d’arbitrage.

DOSSIER TECHNIQUE SOLIDE

Depuis bien longtemps, on s’interroge à chaque fin d’année si Oran aura à l’occasion de la loi de finances suivante les 4 milliards de DA sollicités pour se prémunir contre les risques bien réels des eaux qui coulent sous ses fondations ? Rien n’est moins sûr. En avril 2025, rappelle-ton, en réponse à une question posée par un député en séance plénière de l’APN, le ministre des Ressources en eau d’alors, Taha Derbal, avait indiqué que son secteur «avait déjà proposé l’inscription (en 2024 : Ndlr), au titre de la loi de finances 2025, d’un projet de réhabilitation des réseaux d’assainissement et de drainage au niveau de plusieurs parties de la ville d’Oran, en vue de leur protection contre les risques de remontée et d’inondation des eaux

souterraines, pour une valeur estimative de 4 milliards de DA». « Ce projet n’avait pas été alors inscrit, ce qui en fera l’objet d’une autre proposition à venir au titre de la loi de finances de la prochaine année 2026 », avait-il ajouté, tout en livrant dans sa même réponse écrite de plus amples détails sur ce sujet. Entre la première proposition et la seconde, le dossier technique du projet a été entretemps davantage renforcé et peaufiné par la DRE de la wilaya d’Oran. L’étude, elle-même une actualisation d’une étude datant de 2008, a été encore perfectionnée et consolidée, avec à la clé un diagnostic plus approfondi de plus de 80 km de canalisations et de galeries ovoïdes.

L’AGENCE ANRH IMPLIQUÉE

L’Agence nationale des ressources hydriques (ANRH) a été également impliquée dans la démarche à travers une mission d’expertise hydrogéologique ayant ciblé les endroits les plus affectés par les effets nuisibles générés par les eaux souterraines, dont les résultats consignés dans le rapport établi font état d’un phénomène inhérent au plateau de la ville d’Oran présentant un sol hétérogène ayant entraîné des divergences brutales dans l’étanchéité d’un endroit à un autre, conjugué à des déviations, survenues dès les années 1990, des ruissellements des eaux pluviales et des eaux usées ayant provoqué à leur tour des changements dans le cours des eaux de nappes et aquifères et, partant, des obstructions des regards et exutoires de drainage. Le dossier technique mis au point par la DRE, pièce maîtresse du projet (re)transmis pour solliciter sa budgétisation au titre de la LF-2026, s’articule en fait autour de trois axes, à savoir : l’actualisation de toutes les études antérieures, l’estimation du devis global de l’opération et la mobilisation de tous les moyens matériels et logistiques conjointement avec le partenaire Seor pour la résorption des points noirs, et ce sur Fonds de wilaya.

UNE PRIORITÉ

Il faut dire que jusque-là, et en attendant l’aboutissement du projet pris en

main par le ministère, beaucoup d’entre a coulé sur ce qui est sommairement -et avec beaucoup d’à peu-près et même d’approximations grossières dans le langage- connu sous l’intitulé réducteur de phénomène de remontée des eaux souterraines à Oran-ville. Et encore davantage d’eau sous les ponts depuis les annonces officielles d’antan -qui suscitent aujourd’hui encore la satire plus que la diatribe- d’un règlement définitif du problème à la faveur de dispositifs mis en place çà et là à travers le centre-ville. Aujourd’hui, les autorités publiques semblent aborder ce grave problème, car c’en est un vraiment, avec rigueur et scientificité, surtout. En tout cas, plus de palliatifs et de demi-mesures désormais pour un phénomène hydrogéologique complexe. Certes, on est loin d’une urgence ponctuelle, il s’agit plutôt d’un défi structurel qui doit mobiliser -et il le fait effectivement depuis quelque temps- tous les services et organismes en relation avec le sujet, dont le phénomène récurrent de remontée des eaux souterraines et parfois d’inondation des caves à hauteur des rues Mohamed Khemisti, Larbi Ben M’hidi et le boulevard de la Soummam, notamment, n’est que la partie émergée de l’iceberg.

SOLUTION BIEN ÉTUDIÉE

Qu’on procède, entre autres dispositifs, à la réalisation de forages horizontaux pour drainer l’eau par gravitation et l’empêcher de s’accumuler en constante accumulation dans certains endroits du sous-sol identifiés sur le tissu urbain, cela est parfaitement justifié et motivé au nom et sous le sceau exclusif de la solution ponctuelle, voire urgente aussi. Mais qu’on soit clair et sincère : c’est juste un remède de soulagement. Ce qu’il faut, ce sont une intervention chirurgicale et un suivi thérapeutique sur le sol et le sous-sol du centre-ville. Il est à rappeler par ailleurs que l’ex-wali d’Oran, Samir Chibani, avait procédé à l’installation d’une commission multidisciplinaire, en guise de cellule de veille mais également d’instrument de proposition et d’action en même temps en ce qui concerne les évolutions, réelles et potentielles, de ce phénomène.

Vaste opération à Mersat El Hadjadj Des extensions démolies, des kiosques et des parasols enlevés

K. Assia

En prévision de la saison estivale et afin de renforcer le dispositif de lutte contre l’occupation illicite de l’espace public, une vaste opération a été lancée par les services de la commune de Mersat El Hadjadj dans les alentours de la grande plage. En effet, plusieurs extensions anarchiques, des kiosques et des parasols installés illégalement ont été démantelés par les équipes de la commune. Cette opération supervisée par le chef de daïra de Béthioua et le maire de Mersat El Hadjadj a pour objectif de libérer l’espace public et de garantir la gratuité de l’accès aux plages. En effet, la lutte contre l’exploitation illicite des plages a débuté selon le wali d’Oran avec la saisie des chaises, des tables et des parasols au niveau des plages de Ain El Turk, de Bousfer entre autres. Des instructions fermes ont été données aux services concernés pour combattre ce phénomène et les contrevenants à la loi seront poursuivis en justice. A vrai dire, certains n’hésitent pas à ignorer la réglementation pour installer

et louer ces équipements sur un espace public et libre d’accès Face à de telles pratiques, les autorités locales ont décidé de renforcer le dispositif de contrôle et tous les acteurs intervenant dans cette lutte sont mobilisés pour éradiquer ce phénomène. Il est question d’assainir les plages, mettre un terme à toute forme d’extorsion d’argent de la part de ces intrus. A l’exception de trois établissements hôteliers pieds dans l’eau et autorisés à installer des chaises et des tables au niveau de leurs plages en contrepartie de versement de taxes prévues par la loi, les autres plages de la wilaya sont gratuites, a tenu à rassurer le wali d’Oran. Un suivi régulier a été exigé pour veiller à l’application de ces directives sachant qu’en matière de préparatifs de la saison estivale, un budget de 25 milliards de centimes a été débloqué en 2025 pour réhabiliter les postes de surveillance de la protection civile et autres postes de la gendarmerie et de la police en plus de l’entretien et la création des accès aux plages en plus de la réfection de l’éclairage public, l’ouverture de nouvelles plages entre autres.

01 rue Mezouar Mohamed à M’dina J’dida Une quinzaine de familles sollicitent un relogement d’urgence

J. Boukraa

La peur et l’inquiétude rythment désormais le quotidien d’une quinzaine de familles occupant l’immeuble n°1 de la rue Mezouar Mohamed, au quartier de M’dina J’dida. Depuis plusieurs années, les habitants vivent dans un bâtiment fortement dégradé dont l’état ne cesse de se détériorer, faisant craindre à tout moment un drame humain. Construit il y a plusieurs décennies et occupé depuis près de cinquante ans par ces familles, cet immeuble de trois étages présente aujourd’hui de graves signes de vétusté. Les murs sont lézardés, les plafonds fragilisés menacent de s’effondrer et les escaliers, totalement dégradés, représentent un véritable danger pour les résidents. Les infiltrations d’eaux pluviales durant la saison hivernale aggravent encore davantage la situation. Selon les habitants, plusieurs commissions d’expertise se sont rendues sur place afin d’évaluer l’état de la bâtisse. « À l’issue de ces inspections, l’immeuble aurait été classé dans la catégorie rouge,

en raison du risque élevé d’effondrement. Malgré cela, aucune opération de relogement n’a encore été engagée au profit des familles concernées », affirment-ils. Les résidents rappellent également que le bâtiment a déjà été le théâtre de plusieurs effondrements partiels. Il y a une quinzaine de jours, un nouvel effaïssement s’est produit à l’intérieur de l’immeuble, provoquant une grande frayeur parmi les occupants. « Nous vivons dans l’angoisse permanente. Toute la structure menace ruine et même les piliers sont fissurés », confient des habitants, particulièrement inquiets pour la sécurité de leurs enfants. Face à cette situation, les locataires lancent un appel pressant aux autorités locales afin d’être intégrés au programme de relogement d’urgence récemment lancé à Oran. Occupant ce bien appartenant à l’État depuis près d’un demi-siècle, ils espèrent une intervention rapide. « En attendant une solution définitive, nous continuons de vivre dans des conditions difficiles, entre peur quotidienne et incertitude et nous espérons être relogés le plus tôt possible », conclut un locataire.

4 individus arrêtés et 300 gr de cocaïne saisis

Quatre individus ont été arrêtés pour commercialisation de drogue dure (cocaïne) par les éléments de la brigade de recherche et d’investigation de la sûreté d’Oran. Une quantité de 300 gr de cocaïne a été saisie à l’issue de cette opération qui entre dans le cadre de la lutte sans merci contre le trafic et la commercialisation des stupéfiants. L’exploitation des informations indiquant que des individus utilisent leurs véhicules pour écouler le produit prohibé dans les milieux

urbains a permis aux enquêteurs de mettre sur pied un important dispositif pour avorter leur plan criminel. Ainsi et en coordination avec le tribunal d’El Othmania, les enquêteurs ont réussi à les identifier et à les localiser. Cette opération a donné lieu à l’arrestation de quatre individus et à la saisie de 300 gr de cocaïne en plus de deux véhicules que les membres de ce réseau utilisaient pour leurs déplacements. Ils ont été présentés au tribunal, une fois l’enquête ficelée.

K. Assia

Accident de la circulation à Sidi Chahmi : Cinq blessés dont deux dans un état grave

Un grave accident de la circulation s’est produit, vendredi soir, au niveau du chemin de wilaya n°35, dans la commune de Sidi Chahmi, daïra d’Es-Sénia, à Oran. Les éléments de la protection civile sont intervenus à 23h32 suite au dérapage suivi du renversement d’un véhicule. Selon les secours, l’accident a fait cinq blessés des deux sexes, âgés entre 17 et 58 ans. Les victimes ont subi diverses blessures, dont deux se trouvent dans un état jugé critique. Les agents de la protection civile ont prodigué les premiers soins sur place avant d’évacuer les blessés vers l’hôpital local pour une prise en charge médicale. Une enquête a été ouverte par les services compétents afin de déterminer les circonstances exactes de cet accident.

J.B.

Es-Sénia : incendie d’un appartement

Les éléments de la protection civile sont intervenus, vendredi, pour maîtriser un incendie qui s’est déclaré dans un appartement situé au premier étage d’une habitation composée d’un rez-de-chaussée et d’un étage, dans la commune d’Es-Sénia à Oran. L’opération a été menée par les équipes de l’unité secondaire d’Es-Sénia, appuyées par l’unité principale de la protection civile. Grâce à la rapidité et au professionnalisme des agents intervenants, le feu a été rapidement circonscrit, empêchant ainsi sa propagation aux autres parties de l’immeuble. Aucune perte humaine n’a été enregistrée, fort heureusement.

J. B.

Débordement des eaux usées à la cité Ahmed Zabana d’Arzew Les habitants de l’Ilot 08 interpellent le wali

D. B.

Les habitants de l’Ilot 08 de la cité Ahmed Zabana viennent de lancer un appel pressant au wali d’Oran et aux responsables de la commune et de la daïra pour intervenir et mettre un terme à leur calvaire qui dure depuis plusieurs années. Dans une correspondance dressée au wali d’Oran, les habitants de la cité affirment qu’ils sont dans le désarroi à cause des eaux usées refoulées par les canalisations signalant que l’actuel réseau est complètement obsolète et défectueux et qu’il n’a pas été réhabilité depuis plus de 35 ans. Les rédacteurs de la correspondance indiquent que le débordement des eaux usées à l’entrée des immeubles constitue un véritable danger pour les résidents. « Outre les odeurs nauséabondes et les insectes nuisibles, nous sommes confrontés aux risques de maladies graves », assurent les habitants.

En effet, l’état de la canalisation qui refoule des eaux nauséabondes a généré des inondations dans toute la cité.

Même les domiciles n’ont pas été épargnés par cette situation catastrophique. Cet état de fait est une nuisance pour les riverains car elle est source de maladies à transmission hydrique. « Nous nous sommes déplacés au siège de l’APC et on a été reçu par le maire qui a mis en place une commission mixte composée des représentants de la SEOR, les services techniques de l’APC et le représentant du service de l’hydraulique pour des constat de visu et pour le règlement définitif du problème. La commission a effectué une visite des lieux le 15 avril dernier et nous attendons toujours une prise en charge du problème », lit on dans cette correspondance. A ce titre, les habitants interpellent le wali pour intervenir pour la réhabilitation du réseau au niveau de cet ilot.

Il ya lieu de rappeler que l’APC d’Ar-

zew a lancé un nouveau projet de réhabilitation du réseau d’assainissement du chef-lieu communal. Ces travaux étaient réclamés depuis plusieurs années par le mouvement associatif local activant dans le domaine de l’écologie. Plusieurs quartiers souffrent du problème de l’évacuation des eaux usées. L’actuel réseau est complètement obsolète et défectueux et de nombreux quartiers ont bénéficié de la réhabilitation de leur réseau d’assainissement notamment dans la cité Ahmed Zabana. Dans cette commune, les atteintes à l’environnement sont légion. Les eaux usées se déversent dans l’Oued Mohgoun qu’elles polluent, à partir de la localité El Guessibat, à la limite de la commune de Sidi Benyebka. Ce qui constitue une catastrophe environnementale incommensurable.

Horaires des prières pour Oran et ses environs

22 dhou el qida 1447

El Fedjr 04h26	Dohr 13h00	Assar 16h47	Maghreb 20h01	Icha 21h30
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



Les conseils de Sun Tzu à Donald Trump

NEW HAVEN- Selon certaines rumeurs, l'année dernière, le président américain Donald Trump aurait repoussé d'un jour, au 2 avril, l'annonce de ses droits de douane prévue pour le « Jour de la Libération », car il ne voulait pas que son « état d'urgence » commercial, contraire à la Constitution, passe pour un poisson d'avril.



PAR STEPHEN S. ROACH

Membre du corps enseignant de l'université de Yale et ancien président de Morgan Stanley Asia, est l'auteur de *Unbalanced : The Codependency of America and China* (Yale University Press, 2014) et de *Accidental Conflict: America, China, and the Clash of False Narratives* (Yale University Press, 2022).

Cette année, Trump a défié le calendrier en s'adressant à la nation le 1er avril pour vanter un autre acte anti-constitutionnel : une guerre contre l'Iran menée sans l'approbation du Congrès.

Ces deux initiatives ont beaucoup en commun. Non seulement elles bafouent la loi, mais elles tentent également de porter un coup fatal à l'ordre mondial. Le choc tarifaire de l'année dernière visait le système commercial mondial fondé sur des règles établi par les États-Unis. Le choc militaire de cette année vise le Moyen-Orient, depuis longtemps la région la plus instable du monde.

Trump a commis ces actes imprudents sans se soucier le moins du monde de leurs conséquences probables. Sans surprise, les deux se sont retournés contre lui. Malgré des droits de douane « réciproques » exorbitants imposés aux partenaires commerciaux américains prétendument abusifs, le déficit commercial américain a atteint un nouveau record en 2025. Et malgré toutes les fanfaronnades sur l'anéantissement de la puissance militaire iranienne, les missiles et les drones iraniens continuent de semer le chaos au Moyen-Orient, tandis que l'emprise stratégique du pays sur le détroit d'Ormuz a provoqué le plus grand choc pétrolier de l'histoire.

Face à ces échecs, Trump s'est fixé pour objectif de stabiliser les relations et de nouer des liens avec la Chine, le concurrent stratégique le plus redoutable des États-Unis.

Cela l'a conduit à se plier en quatre pour préserver son prochain sommet avec le président chinois Xi Jinping, actuellement prévu les 14 et 15 mai. Après avoir déjà reporté une fois la rencontre en raison des complications liées à la guerre qu'il a choisie, Trump est tellement désespéré de conclure un accord avec son « bon ami » qu'il a récemment remis un trafiquant de drogue à la Chine en signe de bonne foi.

D'autres affirment que le calendrier du sommet a été repoussé pour permettre à Trump de se rendre triomphalement à Pékin après avoir déclaré victoire sur l'Iran.

Quelle qu'en soit la raison, les États-Unis seront clairement désavantagés lors de ce sommet. Trump a davantage besoin d'une victoire que Xi. Le dirigeant chinois se contente parfaitement de rester en retrait et de regarder son homologue américain se ridiculiser.

On trouve une perspective plus profonde dans les conseils de Sun Tzu, célèbre guerrier-philosophe de la Chine antique. Dans *L'Art de la guerre*, il soulignait que « lorsque votre stratégie est profonde et de grande envergure... vous pouvez gagner avant même de combattre ». Cela s'applique certainement à Xi et à sa volonté d'observer son adversaire plutôt que de le contrer. Cela s'applique également à Trump et à son manque de prévoyance en déclarant une fausse urgence commerciale et en menant une guerre illégale.

L'Iran, pour sa part, comprend l'importance de la stratégie. Bien qu'il ait subi la décapitation de ses dirigeants et des dommages importants dus à la campagne aérienne américano-israélienne, l'Iran conserve un avantage stratégique majeur grâce à son emprise sur le détroit d'Ormuz. La vraie question est de savoir pourquoi les États-Unis n'ont pas compris cela.

Il suffit de se pencher sur la nouvelle stratégie de sécurité nationale publiée par l'administration Trump à la fin de l'année dernière. Le mot « Iran » n'apparaissait que trois fois dans ce document de 29 pages.

Bien sûr, l'obsession à courte vue de Trump pour les tactiques d'anéantissement a peut-être aussi joué un rôle. Pourquoi Trump n'a-t-il cependant pas réfléchi stratégiquement avant d'agir de manière impulsive ?

La tragédie des erreurs de Trump

NEW YORK- Certes, l'erreur est humaine, comme l'a exprimé Alexander Pope dans ses écrits. Tous les individus sont faillibles. Certains êtres humains sont toutefois plus enclins que d'autres à commettre des erreurs.



PAR JOSEPH E. STIGLITZ

Lauréat du prix Nobel d'économie, ancien économiste en chef de la Banque mondiale, et ancien président du Comité des conseillers économiques du président des États-Unis, est professeur à l'Université de Columbia. Son ouvrage le plus récent s'intitule *The Road to Freedom: Economics and the Good Society* (W. W. Norton & Company, Allen Lane, 2024).

C'est l'une des justifications de la démocratie, qui consiste notamment à soumettre les décisions qui concernent le plus grand nombre à des processus délibératifs prévoyant des garde-fous. L'histoire des régimes politiques absolutistes et autoritaires abonde de personnages dont les erreurs se sont révélées désastreuses non seulement pour eux-mêmes, mais également pour les sociétés qu'ils dirigeaient.

Aucune décision politique ne revêt plus de gravité que celle qui consiste à déclarer la guerre à un autre pays. Or, les États-Unis s'y livrent précisément sans prêter la moindre attention à leur propre système de contrepouvoirs et de délibération raisonnée.

À l'instar des monarques d'autrefois, le président américain Donald Trump, menteur et impulsif, n'est soumis à aucun contrôle de la part du pouvoir législatif, et se trouve entouré de flatteurs qui ne lui disent que ce qu'il veut entendre, le tout conduisant à des conséquences désastreuses désormais évidentes : les États-Unis sont aujourd'hui une fois de plus enlisés dans un conflit militaire au Moyen-Orient, qui a d'ores et déjà coûté la vie à plusieurs milliers de personnes – pour la plupart des civils – et au cours duquel l'armée américaine a très probablement commis divers crimes de guerre.

Nul ne sait combien de temps durera la guerre en Iran, combien d'autres crimes de guerre seront perpétrés, ni

combien d'autres innocents seront tués. Sans doute habitués aux violations des droits de l'homme et de la primauté du droit commises par Trump, et probablement submergés par un flot constant d'éditions spéciales sur les chaînes d'information, les Américains sont très peu nombreux à exprimer leur protestation. Au sein même de nos universités, habituellement les bastions de la mobilisation et de la dissidence, la peur règne. Comme sous tous les régimes répressifs, la menace de conséquences économiques ou plus dommageables encore – perte de visa, expulsion hors des États-Unis, enquête pénale – produit l'effet escompté.

En tant qu'économiste, je suis souvent interrogé sur ce que la guerre choisie par Trump contre l'Iran signifiera pour l'économie américaine et l'économie mondiale. Réponse courte, plus longtemps cette guerre durera, plus les dégâts seront importants. Par ailleurs, même si le conflit prend fin rapidement, les effets perdureront. Plusieurs chaînes d'approvisionnement essentielles ont d'ores et déjà été perturbées, et un certain nombre d'installations de production de pétrole et de gaz détruites. Selon la plupart des estimations, les réparations nécessiteront plusieurs années.

La problématique ne concerne pas seulement les approvisionnements pétroliers et gaziers. À la différence de ce qui avait été observé durant les embargos pétroliers des années 1970, nous assistons aujourd'hui à une mise en péril de la production d'engrais, dont dépendent les systèmes alimentaires mondiaux. Cette crise survient par ailleurs dans le sillage d'autres perturbations économiques mondiales majeures – pandémie de COVID-19, invasion russe en Ukraine, guerre douanière déclarée par Trump, destruction du système commercial international fondé sur des règles – qui ont toutes contribué à la hausse de l'inflation ainsi qu'à l'aggravation de la crise du pouvoir d'achat.

Avant le retour de Trump à la Maison-Blanche, l'inflation s'orientait à la baisse, même si elle demeurait nettement supérieure à l'objectif de 2 % si cher aux banquiers centraux. Les droits de douane ont malheureusement entraîné un fort ralentissement de cette tendance, et l'inflation a de nouveau pris son envol à l'échelle mondiale. Alors que de nombreux pays, dont les États-Unis, sont déjà confrontés à une crise du pouvoir d'achat que les politiques américaines ont aggravée, le risque existe désormais de voir les banquiers centraux de la planète relever les taux d'intérêt, ou à tout le moins ralentir leur rythme de baisse.

Une telle décision viendrait accentuer la crise du pouvoir d'achat – l'acquisition d'un bien immobilier ou le remboursement de dettes sur carte de crédit devenant alors de plus en plus difficiles – et ralentir une économie américaine déjà ébranlée par le traumatisme des politiques commerciales, d'immigration et des décisions budgétaires incohérentes de Trump. Sans l'actuelle frénésie

La réponse se trouve dans l'importance que Sun Tzu accorde au conseil. Trump agit selon ses caprices personnels. Il veut s'entourer de flagorneurs, plutôt que de personnes honnêtes qui disent la vérité au pouvoir.

Méprisant les experts, Trump a déclaré que la guerre prendrait fin quand « je le sentirai, je le sentirai dans mes os ». Sun Tzu, prônant la discipline et la raison, a écrit : « Évaluez les avantages de suivre des conseils, puis organisez vos forces en conséquence... stratégiquement, en fonction de ce qui est avantageux. »

Donald Trump, obsédé par les accords, n'a pas la moindre fibre stratégique. Il met l'accent sur le nombre de guerres qu'il aurait mises fin (dix, selon son dernier décompte), sur les recettes douanières (prétendument provenant de l'étranger) et sur les montants exagérés des investissements engagés par les pays étrangers pour reconstruire les capacités américaines. Peu importe que ces affirmations soient toutes fictives : elles sont désormais profondément ancrées dans l'évangile du MAGA et de son leader.

En revanche, Xi incarne une tradition, remontant à Sun Tzu, qui place la stratégie au plus haut rang. Même si cela ne fonctionne pas toujours parfaitement pour la Chine – j'ai moi-même des doutes quant à l'efficacité de la stratégie actuelle de rééquilibrage économique –, les dirigeants chinois méritent un immense crédit pour l'importance qu'ils accordent à la réflexion stratégique.

Le sommet de mai entre Xi et Trump s'annonce comme un déséquilibre historique entre un stratège ayant une vision à long terme et un faux prophète proclamant ses prétendus succès. Trump, comme toujours, racontera une histoire faite de mensonges et de déformations, soulignant le contraste entre *The Art of the Deal* et *The Art of War*. La perspective de Sun Tzu insisterait sur le fait que « celui qui dispose de nombreux facteurs stratégiques en sa faveur gagne ».

Depuis deux années consécutives, Trump commet des erreurs politiques massives et illégales. Je m'inquiète déjà pour 2027. D'ici là, si l'on en croit les sondages actuels, la faction MAGA de Trump aura perdu le contrôle d'au moins une chambre du Congrès, et l'autocratie à l'américaine sera, espérons-le, en déclin. Un président impopulaire, en colère et vindicatif pansera toutefois ses blessures, déterminé à riposter avant le cycle électoral de 2028.

Ce n'est pas un risque à prendre à la légère. Il apparaitra à une nouvelle direction du Congrès de remettre les États-Unis sur la bonne voie. Sun Tzu a le dernier mot sur cette possibilité : « Le leadership est une question d'intelligence, de fiabilité, d'humanité, de courage et de fermeté. »

des dépenses consacrées aux centres de données d'IA – qui soutiennent environ un tiers de la croissance des États-Unis – l'économie américaine serait anémique. Par ailleurs, les réductions d'impôts régressives voulues par Trump en faveur des milliardaires et des entreprises étant désormais en vigueur, les États-Unis ne disposent que d'une marge de manœuvre budgétaire limitée pour amorcer les perturbations provoquées par le président américain, et celles que l'IA pourrait entraîner – qu'il s'agisse des disparitions d'emplois ou de l'éclatement de la bulle technologique.

L'affirmation de Trump selon laquelle les États-Unis bénéficieraient de leur statut d'exportateur net de pétrole est absurde. Certes, Exxon en tirera profit, mais les consommateurs américains paient des prix fixés au niveau mondial, et ces prix ont considérablement augmenté. Dans ces conditions, il serait évidemment judicieux que les États-Unis imposent une taxe sur les bénéfices exceptionnels. Seulement voilà, cette taxe ne verra certainement pas le jour sous une administration aussi inféodée à l'industrie des combustibles fossiles.

Les anciens alliés européens des États-Unis sont eux aussi frappés de plein fouet par la hausse des prix de l'énergie et les pénuries d'approvisionnement provoquées par Trump. Si les dirigeants politiques européens lient les prix de l'électricité à ceux du gaz (comme ils l'ont fait au début de la guerre en Ukraine), ils risquent d'aggraver la situation. Si en revanche l'Europe adopte une stratégie de rétablissement de sa souveraineté ainsi que de réduction de sa dépendance vis-à-vis des technologies et des équipements de défense américains, elle pourrait renforcer sa position rapidement et à long terme.

Quelle que soit la durée de la guerre et des conditions stagflationnistes actuelles, les conséquences durables de cet épisode seront profondes. Espérons que le monde comprendra que les contraintes de « variabilité » du solaire et de l'éolien sont beaucoup plus gérables que la perpétuelle dépendance aux combustibles fossiles, qui sont soumis aux caprices de figures autoritaires imprévisibles telles que le président Donald Trump et le dirigeant russe Vladimir Poutine. Si la guerre menée par Trump contribue à l'accélération de la transition écologique à l'échelle mondiale, elle aura au moins ceci de positif, et de non négligeable.

Quoi qu'il en soit, un nouveau clou vient s'ajouter au cercueil du monde pacifique et sans frontières que nos ancêtres avaient cherché à bâtir après la Seconde Guerre mondiale. Sous Trump, le pays qui avait posé les fondations de ce monde est en train de le démanteler. Dans un contexte de nouvelle guerre froide avec la Chine, et de manque apparent de résilience des chaînes d'approvisionnement mondiales, les motifs d'optimisme sont peu nombreux. En présence par ailleurs d'une démocratie américaine dans un état de fragilité aussi avancé, les erreurs humaines et leurs conséquences s'accumulent rapidement.

Diplomatie économique : le modèle asiatique à l'heure de la multipolarité

LONDRES- Pendant des décennies, les efforts mondiaux en matière de développement reposaient sur l'hypothèse que la coopération internationale, aussi imparfaite soit-elle, était en fin de compte guidée par un engagement commun à aider les pays les plus pauvres à prospérer.



PAR ASHOK LAVASA1
ET ROLI ASTHANA2



1- Ancien commissaire électoral et ancien secrétaire aux finances de l'Inde, est un ancien vice-président de la Banque asiatique de développement.
2- Conseillère principale chez ODI Global Advisory, chercheuse associée senior au SAIIA, chercheuse associée à Chatham House et associée à LSE IDEAS.

Cette époque est révolue. Nous sommes entrés dans une ère multipolaire, caractérisée par des rivalités stratégiques, des normes contestées et un niveau d'instabilité qui rend la planification à long terme extrêmement difficile. Dans ce contexte, les économies ne peuvent pas rester les bras croisés en espérant une réforme systémique ou une aide bienveillante. Elles doivent renforcer leurs propres capacités et négocier leur place dans ce nouveau monde.

Si la politique de puissance pure et simple d'aujourd'hui marquerait un changement par rapport au passé récent, la gouvernance mondiale n'a jamais été une entreprise caritative. Les États ont toujours agi dans leur propre intérêt, même lorsqu'ils présentent leurs actions comme une marque de bonne volonté. Maintenant que le voile est tombé, opérer dans ce nouveau paysage signifie adopter une approche lucide de l'engagement international, en reconnaissant les risques et les opportunités.

La trajectoire de développement de l'Inde est révélatrice à cet égard. Le pays a longtemps été sceptique quant à l'idée que la coopération mondiale soit motivée par la bienveillance. S'il a puisé dans des ressources externes — en absorbant des idées et des technologies étrangères et en nouant des partenariats mondiaux —, il l'a fait selon ses propres conditions, en mettant l'accent sur le renforcement des capacités nationales. Et il n'est pas le seul : la Chine, le Japon, la Corée du Sud et le Vietnam ont cherché à trouver un équilibre similaire. Ces économies ont réussi non pas parce que leurs intérêts coïncident parfaitement avec ceux de leurs partenaires étrangers, mais parce qu'elles ont appris à trouver un terrain d'entente, à gérer les divergences et à concevoir des solutions viables. C'est là la diplomatie économique à son plus haut niveau d'efficacité : un mélange de négociation, de renforcement des institutions et d'apprentissage stratégique. Ce manuel des puissances intermédiaires évolue au gré des changements du contexte mondial.

Si les économies asiatiques ont cherché à tirer le meilleur parti de leur engagement mondial, elles n'ont pas pour autant laissé des acteurs extérieurs dicter le scénario de leur développement. La politique industrielle



du Japon, la transformation orientée vers l'exportation de la Corée du Sud, le modèle hybride de capitalisme d'État de la Chine, les réformes accélérées de l'Inde et l'approche gradualiste du Vietnam sont tous issus de débats nationaux et de compromis politiques. Les institutions locales capables d'apprendre sous pression ont été les principaux moteurs du progrès.

L'Inde a mis ce pragmatisme à profit pour répondre à l'évolution des conditions économiques et géopolitiques mondiales. Elle a collaboré avec les pays d'Asie du Sud-Est pour renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement, négocié des partenariats énergétiques avec les pays du Moyen-Orient et la Russie, et élargi sa coopération technologique avec les États-Unis. Parallèlement, elle s'est positionnée comme un pont entre les économies avancées et les pays du Sud — un interlocuteur capable de concilier des intérêts divergents.

L'expérience de l'Inde offre des enseignements non seulement aux économies en développement, mais aussi à d'autres puissances intermédiaires, telles que le Canada et le Royaume-Uni. Ces pays sont aujourd'hui confrontés au même dilemme : comment continuer à s'engager sur la scène mondiale sans compromettre leur autonomie. L'intensification des pressions internes, allant des inégalités aux bouleversements technologiques, aggrave le défi. La seule façon de le relever est de renforcer leur propre capacité à négocier, réglementer, innover et apprendre.

Cela nécessite un changement fondamental de mentalité, la diplomatie économique devant être comprise non seulement comme un outil permettant d'assurer l'accès aux chaînes d'approvisionnement mondiales et

aux technologies étrangères, mais aussi comme un moyen de forger des accords mutuellement avantageux fondés sur la résolution conjointe des problèmes. L'assistance technique ne doit plus être considérée comme un transfert unilatéral de connaissances, sans grande prise en compte des réalités politiques. Au contraire, les modèles de conseil doivent être conçus conjointement, en favorisant l'apprentissage plutôt qu'en perpétuant la dépendance. Les pays doivent également moderniser leur approche vis-à-vis des entreprises. L'objectif est de mettre en place des partenariats dans lesquels les acteurs publics et privés partagent les risques, mettent en commun leurs capacités et ouvrent de nouveaux marchés. Mais de nombreux gouvernements peinent à y parvenir, faute de la profondeur institutionnelle nécessaire pour négocier d'égal à égal.

L'expérience de l'Asie envoie un message clair. Attendre une coopération bienveillante ne mènera les pays nulle part. L'apprentissage stratégique, le renforcement des capacités, la négociation intransigeante, les compromis créatifs et la concurrence pragmatique — tous ancrés dans la reconnaissance d'intérêts communs — peuvent favoriser le progrès même dans des circonstances difficiles.

La tâche des décideurs politiques aujourd'hui n'est pas de choisir entre autonomie et coopération, mais de renforcer les capacités pour les deux. Les pays qui réussiront seront ceux qui investiront dans leurs propres institutions, apprendront des autres sans les imiter et s'engageront sur la scène internationale avec confiance. L'histoire du développement de l'Asie montre que cela n'est pas seulement possible ; c'est la voie la plus sûre vers la résilience dans un monde incertain.

Pour sauver la démocratie, luttons contre les inégalités

SÃO PAULO- La réunion de la Mobilisation progressiste mondiale qui vient de s'achever à Barcelone a rassemblé des dirigeants politiques, des décideurs et des militants du monde entier, unis par une préoccupation commune : la démocratie est menacée.



PAR PEDRO ROSSI

Vice-président et économiste en chef du Fonds mondial pour une nouvelle économie.

Le Premier ministre espagnol Pedro Sánchez l'a décrite comme un effort collectif pour faire face à la montée mondiale de l'autoritarisme, tandis que le président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva a appelé à reconstruire le multilatéralisme et à « replacer la justice sociale au centre de l'agenda mondial ».

Au-delà de ces déclarations, le rassemblement a mis en évidence un consensus émergent selon lequel la défense de la démocratie libérale nécessite de repenser ses fondements économiques. Comme l'a fait remarquer Lula, la démocratie ne peut survivre que si elle améliore le niveau de vie des populations.

Ce sentiment repose sur la reconnaissance du fait que notre système économique actuel — fondé sur le libre marché, une intervention gouvernementale limitée et la primauté du choix individuel — n'a pas réussi à assurer une prospérité partagée ni à soutenir la gouvernance démocratique.

De plus en plus, sa survie dépend de la coercition et de pratiques autoritaires. Un discours pro-démocratique qui cherche à préserver le statu quo risque donc d'aggraver la crise.

Le modèle économique dominant a érodé l'emploi stable, affaibli la protection des travailleurs et privatisé des services publics essentiels, laissant de larges segments de la société exposés et vulnérables. Pour beaucoup, cela s'est traduit par des emplois précaires, une hausse du coût de la vie et des perspectives d'avenir réduites. Il en a résulté non seulement des difficultés économiques, mais aussi un profond sentiment d'abandon et de ressentiment.

Ce mécontentement économique a eu des conséquences politiques

de grande envergure. Lorsque la démocratie libérale ne parvient pas à assurer le bien-être matériel, les protections sociales et un sentiment d'équité, les forces antidémocratiques, en particulier celles de l'extrême droite, canalisent la frustration et la colère populaires vers les migrants, les minorités et des ennemis imaginaires. Dans le même temps, les mouvements autoritaires se présentent comme les vecteurs de programmes économiques qui ne reposent plus sur le consentement des travailleurs, mais sur la coercition.

Au cœur de ce modèle défaillant se trouve le puissant mythe selon lequel les marchés sont des arbitres neutres du mérite, récompensant les individus en fonction de leurs efforts et de leur talent. L'inégalité n'est pas considérée comme un problème, mais comme un moteur d'efficacité et d'innovation.

Pourtant, à mesure que les disparités de revenus et de richesse s'accroissent et que les opportunités se réduisent, ce discours commence à s'effriter, les gens remettant de plus en plus en question la manière dont les récompenses économiques sont réparties et perdant confiance dans l'équité des règles du jeu.

Pour défendre la démocratie, nous devons aller au-delà du traitement des symptômes et nous attaquer aux causes profondes de la crise actuelle.

Au cours de sa présidence du G20, l'Afrique du Sud a franchi une étape importante dans cette direction en convoquant le Comité extraordinaire d'experts indépendants sur les inégalités mondiales, présidé par l'économiste et lauréat du prix Nobel Joseph Stiglitz. Considérant les inégalités comme un risque systémique tant pour la stabilité économique que pour la démocratie, le Comité a proposé la création d'un organisme international permanent chargé de soutenir une action mondiale coordonnée.

S'inspirant d'institutions telles que le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, un tel organisme pourrait rassembler des données factuelles, suivre les tendances mondiales et orienter les débats politiques. Il pourrait également servir de plateforme de coordination entre les gouvernements, les organisations internationales et la société civile, complétée par des groupes nationaux sur les inégalités chargés de traduire les perspectives mondiales en stratégies spécifiques à chaque pays.

Ces efforts devraient inclure des évaluations systématiques de l'impact distributif des politiques publiques, un suivi étroit de la dynami-

que du marché du travail — en particulier celle liée aux changements technologiques — et la publication régulière de rapports, permettant ainsi aux décideurs politiques de traduire ces analyses en une action collective et durable.

La mise en œuvre de ce programme nécessite un changement structurel vers des marchés du travail équitables et inclusifs. Des salaires minimums élevés, un emploi stable et la négociation collective ne sont pas de simples instruments politiques ; ce sont des institutions démocratiques qui garantissent la sécurité et l'autonomie individuelles.

Plus largement, la reconstruction de la démocratie passe par le rétablissement du rôle de l'État dans la fourniture de biens publics essentiels tels que l'éducation, les soins de santé et le logement.

Ces investissements peuvent être financés par une réforme fiscale, qui reste l'un des outils les plus puissants pour réduire les inégalités de revenus et de richesse et, en fin de compte, pour déterminer comment les gains économiques sont répartis.

La transition vers une économie juste exige un nouveau modèle de développement qui aligne le progrès économique sur l'inclusion sociale et les priorités environnementales. Depuis trop longtemps, l'idée de planification économique est écartée comme étant dépassée.

Le développement est néanmoins un projet politique délibéré, et non le résultat inévitable de marchés qui fonctionnent bien. L'investissement public et la politique industrielle sont essentiels pour façonner des économies durables et orienter les ressources vers des objectifs collectifs plutôt que vers des intérêts privés étroits.

En proposant une alternative claire et convaincante aux priorités politiques dominantes, la Mobilisation progressiste mondiale offre une occasion unique d'aller au-delà de la rhétorique et de promouvoir un modèle économique qui réduit les inégalités, protège la planète, renforce les institutions publiques et rétablit les fondements matériels de la vie démocratique. La réponse à la résurgence actuelle de l'autoritarisme ne consiste pas à rafistoler un système défaillant, mais à adopter une vision progressiste audacieuse et fédératrice.

La démocratie ne peut survivre sur la seule base de procédures. Elle a besoin d'un fondement d'égalité, de sécurité et de prospérité partagée. Sinon, nous nous retrouverons là où nous en sommes aujourd'hui.

El-Meniaa La modernisation de la RN1 sur la bonne voie

Les travaux du projet de modernisation de la RN1, au niveau de la commune de Hassi-Lefhal avancent à une cadence soutenue, a-t-on appris samedi auprès de la direction des Travaux publics (DTP) de la wilaya.

Lancés à la fin de 2025, ce projet porte sur la réhabilitation et la rénovation de 19 km de cette route, près de la commune de Hassi-Lefhal, en vue d'éliminer les "points noirs" qui ont été relevés par les équipes techniques de la DTP, et assurer la fluidité du trafic routier sur cet axe névralgique, a affirmé

le DTP, Lazhar Dadda-Moussa.

Connue sous le nom de la Transsaharienne, cette route, reliant le Nord au Sud du pays, revêt une importance particulière, en termes d'aménagement et de modernisation, dans le développement économique et des échanges commerciaux ainsi que l'amélioration des conditions de mouvement des personnes, a-t-il précisé.

Selon le même responsable, la commune de Hassi-Lefhal s'est vue accorder, au titre du budget de wilaya de 2026, une opération similaire ciblant un linéaire de 17 km

au Sud de la commune en allant vers le chef-lieu de la wilaya, dans le but de renforcer le réseau routier et les infrastructures de base via ce tronçon stratégique.

Lors de son inspection du projet, le wali d'El-Meniaa, Mokhtar Benmalek, a appelé les entreprises chargées de la réalisation au respect des normes techniques et des délais impartis. Une fois réceptionnés, ces projets devront contribuer à l'amélioration de la sécurité routière, la fluidité de la circulation et l'impulsion du développement local.

Ouargla La qualité de la prise en charge sanitaire en question

Le thème de la "Qualité de la prise en charge sanitaire : réalité et perspectives" a focalisé les travaux de 4èmes journées médico-chirurgicales organisées par la Faculté de médecine de l'Université Kasdi Merbah d'Ouargla (8-9 mai), avec la participation de praticiens, enseignants et spécialistes du secteur de la santé.

Cette manifestation vise à contribuer à l'amélioration de la qualité des prestations de santé assurées au citoyen, en proposant des solutions et propositions à même de contribuer à améliorer les diagnostics et assurer un traitement efficace aux patients, a indiqué le doyen de la faculté de médecine, Bouaziz Hocine. Elle a

été marquée par la participation de spécialistes en cardiologie, néphrologie et hématologie, ainsi que par la présence de professeurs et de chercheurs dans le domaine de la santé issus des plusieurs wilayas, dont Batna, Sétif, Alger, Laghouat, Blida et Ouargla, a-t-il ajouté. Le président de l'Association des médecins d'Ouargla, Ahmed Kadri, a, de son, côté, situé la rencontre dans le cadre des activités annuelles organisées par l'association en coordination avec la faculté de médecine, afin de contribuer au renforcement des compétences des médecins, l'actualisation de leurs connaissances médicales et l'information des dernières innovations

scientifiques. Elle permet aussi d'offrir aux étudiants de médecine un espace de rencontre avec les praticiens, généralistes et spécialistes, et d'échange d'expériences et connaissances.

Dans son intervention sur l'approche fondée sur la gestion de la qualité au sein des établissements de santé, la responsable de la cellule qualité de l'université d'Ouargla, Lamia Amani, a fait savoir que la référence adoptée par l'université s'appuie sur la norme «ISO», en tant que système mondial intégré, caractérisé par la flexibilité et l'applicabilité dans divers organismes, y compris les établissements hospitaliers et de santé.

Djanet La nouvelle gare routière ouverte

La nouvelle gare routière de Djanet a été mise en service jeudi, dans le cadre de la modernisation du secteur des transports dans la wilaya et l'amélioration des conditions de déplacement des citoyens, a-t-on appris de la direction locale du secteur des Transports. Inaugurée par le wali de Djanet, M'hamed Moumène, accompagné des autorités locales, cette infrastructure, qui couvre une superficie de 18.000 m², dont 1.867 m² bâtis, offre une capacité d'accueil de plus de 350.000 voyageurs/an, a-t-on précisé. L'infrastructure a été aménagée de sorte à assurer une fluidité

de circulation et de séparation des différents flux de transport, a expliqué le directeur du secteur, Djallal Radjai. La gare est scindée en trois (3) aires distinctes, réservés aux autocars inter-wilayas et aux lignes rurales, composées de neuf (9) quais d'embarquement et de débarquement, ainsi que d'espaces de manœuvre et de stationnement.

Elle comprend également un espace réservé aux taxis, avec entrée et sortie indépendantes, et un autre aux bus de transport urbain, disposant également d'une entrée et d'une sortie indépendantes, pour éviter les croisements et assurer une

fluidité de mouvement. L'espace bâti est constitué d'un rez-de-chaussée avec le hall d'accueil et l'espace d'orientation et de gestion des flux de voyageurs, en plus de bureaux réservés à la police et à la direction des transports, une salle de prière et des locaux commerciaux. L'étage supérieur abrite les bureaux de la direction de la gare routière. La gare dispose, par ailleurs, d'un réservoir d'eau pour l'approvisionnement continu et le système anti-incendie, ainsi que deux niches réservées au transformateur électrique et au groupe électrogène.

Khenchela Deux centres de stockage de céréales mis en service

Deux centres intermédiaires de stockage de céréales d'une capacité chacun de 50.000 tonnes ont été mis en service jeudi dans les communes de Metoussa et Tamza (Khenchela). Le wali, Salim Harizi a supervisé, dans le cadre de la commémoration de la journée nationale de la mémoire, l'inauguration de ces deux structures de stockage réalisées pour une enveloppe financière de 450 millions DA, selon les données présentées par le directeur des équipements publics,

Abdelouahad Boudib.

De son côté, le directeur de la Coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) de la wilaya, Abdelkader Bahi, a indiqué que ces deux centres rapprocheront le service de stockage des agriculteurs de Metoussa et de Tamza tout en réduisant la pression sur les grands centres pendant la période de pic de remise des récoltes de la campagne de moisson battage. Il a également relevé que la réalisation de ces deux centres s'inscrit dans le

cadre du programme national de renforcement des capacités de stockage et d'entreposage des récoltes de sorte à consolider la sécurité alimentaire.

Il a rappelé en outre que la wilaya de Khenchela dispose actuellement de 15 points de collecte et de stockage de céréales d'une capacité de 1,7 millions quintaux et un grand silo à grains d'une capacité de 1 million quintaux est en cours de réalisation dans la commune de Baghaï.

M'sila Un pont fermé, une commission d'expertise dépêchée



Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a instruit de dépêcher une commission d'expertise à la suite de l'effondrement d'un appui d'un ouvrage d'art à M'sila, suite aux intempéries, afin d'évaluer les mesures prises pour sécuriser l'ouvrage, a indiqué vendredi un communiqué du ministère.

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base "a ordonné l'envoi d'une commission d'expertise sur les lieux, chargée de déterminer les causes de l'effondrement, d'évaluer les mesures prises pour sécuriser l'ouvrage et le fermer à la circulation, ainsi que de définir les procédures nécessaires à la reconstruction des parties endommagées, en vue de rouvrir l'ouvrage à la circulation dans les plus brefs

délais", précise la même source. Le ministère a rappelé qu'un effondrement d'un appui central d'un ouvrage d'art franchissant l'oued Miter a été enregistré au niveau de la RN45 (PK 108+320), situé sur le territoire de la commune de Maarif, dans la wilaya de M'sila, et ce à la suite des inondations qu'a connues la région en raison des perturbations météorologiques ayant prévalu jeudi, lesquelles ont causé des dégâts à l'un des piliers de l'ouvrage.

Dès le constat des dégâts, "une série de mesures de terrain visant à garantir la sécurité des usagers de la route a été engagée, notamment la fermeture totale de l'ouvrage à la circulation et la déviation du trafic via le CW16 et le CW04, sur l'axe reliant les communes de Baniou et Bou Saâda".

Alger La caravane «Mémoire et Histoire» lancée

La caravane "Mémoire et Histoire" s'est ébranlée depuis l'Office Riadh El-Feth (OREF) à Alger, avec la participation de 1.500 jeunes, qui parcourront 17 wilayas, à l'occasion de la Journée nationale de la Mémoire, commémorant les massacres du 8 mai 1945, a indiqué samedi un communiqué du ministère de la Jeunesse.

Cette caravane, à laquelle prennent part des jeunes âgés de 18 à 35 ans, connaît une contribution active d'associations et de ligues de jeunesse, dans le cadre d'un périple national à travers 17 wilayas, visant à raviver les gloires de la Révolution de libération et à renforcer l'attachement des jeunes à la Mémoire collective du pays et à sa glorieuse histoire, précise la même source.

La cérémonie de lancement a été marquée par la présentation de "spectacles artistiques remarquables", notamment une

prestation de la chorale "Salil El-Ahrar", ainsi que l'organisation d'une exposition retraçant les étapes de l'histoire de lutte nationale, dans une "atmosphère patriotique exprimant la fidélité aux sacrifices des chouchada et des moudjahidine", lit-on dans le communiqué.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre de "la préservation de la Mémoire nationale, de l'ancrage des valeurs de citoyenneté chez les jeunes et de l'enseignement de l'histoire glorieuse de l'Algérie aux générations montantes", ajoute la même source. A noter que cette caravane, placée sous le slogan "la mémoire des générations refuse l'oubli", a été lancée vendredi, sous le patronage du ministre de la Jeunesse chargé du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), Mustapha Hidaoui, et du ministre, wali de la wilaya d'Alger, Mohamed Abdenour Rabehi.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

22 dhou el qida 1447				
El Fedjr 04h06	Dohr 12h45	Assar 16h33	Maghreb 19h47	Icha 21h18



Equipe Nationale Quel sparring-partner pour les Verts le 10 juin prochain ?

M. Zeggai

L'équipe nationale en est en core à la recherche d'un sparring-partner pour son deuxième match amical. Selon les dernières informations, les Verts ne devraient pas affronter le Panama le 10 juin prochain à Kansas City aux Etats-Unis en raison de l'échec des négociations, a-t-on appris. Deux autres pistes sont évoquées : la Bolivie et le Venezuela, pressentis pour remplacer le match initialement annoncé. A ce jour, aucune confirmation officielle n'a été apportée à propos de l'identité de l'adversaire des Verts après le match contre les Pays-Bas. Les dernières nouvelles annoncent le Venezuela qui affrontera les nôtres.

Ce changement de programme, bien qu'encore en phase de finalisation, n'est pas sans conséquences sur la préparation de la sélection nationale.

En effet, la planification des matches amicaux jouent un rôle essentiel dans la montée en puissance de l'équipe, notamment en vue d'une compétition aussi prestigieuse et importante telle que la Coupe du monde. Le changement des adversaires oblige le staff technique à revoir certains paramètres, notamment en termes de style de jeu recherché. Le Venezuela ou la Bolivie proposent des caractéristiques tactiques différentes, ce qui peut modifier les objectifs de travail fixés

par le sélectionneur national pour le prochain stage. Le staff technique devra donc s'adapter afin de maintenir la cohérence du programme de préparation. Car, le choix du nouvel adversaire influencera directement le contenu des séances, l'animation tactique et les automatismes recherchés. Dans ce type de configuration, la capacité d'adaptation devient un élément clé, surtout à quelques semaines du rendez-vous mondial.

Face à l'incertitude persistante concernant l'identité du futur adversaire de l'EN et les rumeurs qui circulent, la FAF n'a, à ce jour, publié aucun communiqué pour éclairer l'opinion publique. Ce silence alimente davantage les spéculations, laissant ainsi toutes les spéculations ouvertes quant à l'éventuel adversaire. Dans ce contexte, le Venezuela apparaît désormais comme l'option la plus crédible pour le 10 juin.

La sélection sud-américaine a encore échoué dans sa quête d'une première qualification historique en Coupe du monde, mais reste une équipe compétitive et très engagée physiquement. En cas d'échec des négociations, la Bolivie, qui a échoué en barrages de la Coupe du monde contre l'Irak, constituerait l'alternative privilégiée.

Cette dernière fenêtre de préparation sera capitale pour Vladimir Petkovic lors du stage prévu à Sidi Moussa à partir du 25 mai avant le

départ vers Rotterdam puis les États-Unis.

Concernant l'effectif, Vladimir Petkovic peut pousser un ouf de soulagement avec le retour d'un gardien. En effet, après plus de trois semaines d'indisponibilité en raison d'une opération d'une hernie, le néo-international algérien Melvin Mastil a rejoué en championnat avec le Stade Nyonnais en attendant de se prononcer sur l'identité du troisième gardien de but où les Benbot, Gaya Merbah ou Mandréa sont pressentis. Pour sa part, Luca Zidane donne d'excellentes nouvelles après son intervention chirurgicale qui a fait craindre un forfait pour le Mondial. Mais quelques jours seulement après son opération, Luca Zidane a repris le travail, rassurant le staff technique national. Cette évolution est suivie avec beaucoup d'attention par le sélectionneur national. Côté incertitude, l'EN voit l'inquiétude monter autour de Bensebaïni. Selon son entraîneur Niko Kovac, sa durée d'indisponibilité devrait être plus longue que prévu. Conséquence, l'international algérien ne devrait plus rejouer cette saison avec son équipe. Voilà une information qui inquiète puisque la préparation de Bensebaïni pour la Coupe du monde est compromise. Même si son forfait est exclu, on ne sait pas s'il sera remis à temps pour le début du rassemblement des Verts le 25 mai prochain.

Ligue 1 (28^e journée) 10^e titre pour le MCA, le CRB brise le rêve africain d'Akbou

M. Zeggai

La deuxième et dernière partie de la 28^e journée a donné lieu à des résultats pour le moins inattendus. Le premier est le cinglant revers concédé par l'ESS à Tizi Ouzou, tandis que le second réside dans le match nul imposé par le MBR au MCA. Mais cela n'a pas empêché d'écrire une nouvelle page dans son histoire en décrochant son 10^e titre de champion d'Algérie, et le troisième consécutif, rejoignant ainsi son rival du CR Belouizdad au palmarès des clubs les plus titrés.

Dans un stade d'Ali Amar de Douera, le merveilleux public du MCA a une nouvelle fois démontré toute l'étendue de sa passion en créant une ambiance exceptionnelle. Avec cette consécration, le Mouloudia d'Alger confirme, par la

même occasion, sa suprématie actuelle sur la scène nationale. Une performance qui témoigne de sa remarquable régularité et de sa domination sans partage.

Pour sa part, le CR Belouizdad a décroché une belle victoire à Bejaia face à l'O. Akbou et remonte provisoirement à la quatrième place avec quatre matches en retard. Avec ce succès, le Chabab a mis un terme aux espoirs de l'Olympique de réaliser une qualification historique pour une compétition continentale. Pour le CRB, au-delà de la victoire, il a tout simplement bouleversé l'équilibre au classement, en compliquant les calculs de la JS Saoura et le MC Oran et se rapproche progressivement de la deuxième place, synonyme d'une qualification à la Ligue des Champions d'Afrique. De son côté, l'USM Khenchela, même si elle a

éprouvé des difficultés face à la lanterne rouge, le MCEB, a tout de même réussi l'essentiel. Les gars d'El Bayadh, relégués depuis belle lurette, ont joué sans complexe et faillirent tenir en échec les Khenchelis car il a fallu attendre le temps additionnel pour l'USMK de signer une victoire qui fut longue à se dessiner. A la faveur de cette victoire, les joueurs du duo Dziri Billel-Haddou Moulay se hissent à la 9^e place et assurent définitivement leur maintien. Enfin, la JS Kabylie s'est bien illustrée en faisant voler en éclats l'arrière-garde de l'Entente de Sétif avec à la clé un doublé de Mahious. Si les "Jaune et Vert" ont bien réagi après leurs dernières contre-performances, les Sétifiens continuent de broyer du noir au grand dam de leur public qui ne sait plus à quel saint se vouer.

Ligue 2: Centre-Ouest L'USMH et le CRT aux play-offs, scénario cruel pour le RCK

La dernière journée a livré son verdict définitif. L'USMH et le CRT disputeront les play-offs d'accession à la Ligue 1, tandis que l'US Bechar Djedid, le CRB Adrar et la JS Tixeraine ont officiellement été relégués en Inter-Régions.

Dans ce contexte, l'USM Harrach a consolidé sa position de dauphin après avoir étriillé le WA Mostaganem, se projetant désormais vers les barrages. C'est le cas également du CR Témouchent qui a pris le meilleur sur son hôte du jour, le WA Tlem-

cen, dans une rencontre disputée dans une ambiance des grands, devant un public très nombreux. En revanche, le grand perdant de cette ultime journée aura été le RCK. Malgré sa victoire sur le GC Mascara, le Raed de Kouba est écarté des play-offs en raison d'un goal-average particulier défavorable avec le CRT lors des confrontations directes, un scénario cruel qui met fin à ses espoirs d'accession. L'ASM Oran, qui nourrissait encore des espoirs de prendre part aux play-offs, a réalisé à Adrar

une victoire inutile. Les Asémistes terminent le championnat à la cinquième place. Dans les autres rencontres, le NA Hussein-Dey a bien négocié son déplacement à Koléa pour terminer la saison avec une victoire, tandis que l'USBD, déjà reléguée, a sauvé l'honneur en s'imposant face à la JSM Tiaret. La JS Tixeraine, également condamnée à la relégation avant cette ultime journée, a créé une belle sensation en disposant du MCS à Saïda même.

M. Z.

Les Verts de l'étranger Arabie : Mahrez restera finalement à Al-Ahli



L'avenir de Riyad Mahrez avec l'Al-Ahli Saudi FC semble désormais totalement scellé. Alors que plusieurs rumeurs annonçaient ces dernières semaines un possible départ du capitaine des Verts lors du prochain mercato estival, la direction du club saoudien et surtout l'entraîneur allemand Matthias Jaissle ont tranché : l'international algérien restera bien l'un des piliers du projet pour la saison prochaine. Certains joueurs étrangers devraient ainsi quitter le club dans les prochaines semaines. En revanche,

la situation de Mahrez n'a jamais réellement été remise en question. Toujours sous contrat jusqu'en 2027, l'ancien joueur de Manchester City conserve une place centrale dans les plans de Jaissle qui considère l'international algérien comme l'un des leaders techniques et mentaux du groupe, grâce à son expérience du haut niveau et son influence dans les grands rendez-vous. Surtout, il a largement participé au sacre continental d'Al-Ahli en Ligue des champions asiatique, un objectif majeur du club saoudien.

Lens : Mezian Mesloub entre dans l'histoire de la Ligue 1



Mezian Soares Mesloub. Voilà un nom dont il faudra sûrement se souvenir à l'avenir. Lancé dans le grand bain ces dernières semaines à seulement 16 ans, le jeune ailier, fils de l'ancien international algérien Walid Mesloub, a marqué les esprits sur son premier ballon. Après un premier contrôle, il a envoyé une

frappe imparable dans le petit filet d'Anthony Lopes. Au-delà de ce but d'anthologie, la réalisation du crack au bout de 18 secondes de jeu a permis à Lens de s'imposer contre Nantes et de se qualifier officiellement en Ligue des Champions pour la saison prochaine. Un but exceptionnel à bien des égards...

France : Samy Bedja, un nom à retenir

Sensation au sein d'un centre de formation de l'O. Marseille qui n'a de cesse de progresser, Samy Bedja a le vent en poupe. Certains l'évoquent comme le plus grand talent de tout le centre de l'OM, tout simplement. Si le club phocéen vit des moments extrêmement compliqués au niveau de son équipe première, les jeunes, eux, vont clairement bien et n'ont de cesse de rafler tous les trophées nationaux français. Samy Bedja est ainsi l'un des plus grands espoirs

de ce nouvel OM qui désire renforcer le rôle de son centre de formation. Âgé de 15 ans, il avait fait l'objet de sollicitations de la part de plusieurs grands clubs d'Europe à l'été passé, mais il avait finalement décidé de rester à l'OM. Milieu offensif très à l'aise techniquement, Bedja est un binational qui n'a de cesse de se montrer. D'après nos informations, le joueur pourrait opter pour l'EN d'ici à quelques années, sans forcément attendre la case équipe A. Affaire à suivre !

La relation sociale, l'échange et la production

De l'âge de la défiance à l'âge de la confiance

Par Arezki Derguini

Suite et fin

«**Q**ue sont les institutions ? Peut-on les as-
similer aux lois, aux normes informel-
les, aux organisations établies, aux con-
trats, aux mentalités, ou à une combinaison de
ces éléments ? La définition adéquate d'un con-
cept tel que celui d'institution dépend de l'objectif
de l'analyse. Prenons l'exemple suivant : si les ins-
titutions ont un impact sur la performance écono-
mique, pourquoi les autres économies ne pour-
raient-elles pas s'inspirer des meilleures institutions
des économies les plus performantes ? C'est la
question centrale soulevée par D. North dans un
ouvrage fondamental sur les institutions (North,
1990). Pour y répondre, North conçoit les institu-
tions comme les règles du jeu au sein d'une socié-
té. Il existe deux types de règles : les règles for-
melles (constitutionnelles, relatives aux droits de
propriété et contractuelles) et les règles informel-
les (normes et coutumes). Ainsi, même si de bon-
nes règles formelles sont empruntées à l'extérieur,
des tensions peuvent apparaître, car les règles in-
formelles, propres à la société, sont inertes et dif-
ficiles à adapter. Le changement est inévitable. De
ce fait, une institution empruntée peut se révéler
inapplicable et non fonctionnelle. »^[11]

DE L'ÂGE DE LA DÉFIANCE À L'ÂGE DE LA CONFIANCE

Le développement du marché, la mobilité sociale et
géographique «désencastrant» l'individu de ses rela-
tions familiales et, en multipliant ses échanges avec
des étrangers, produit de la défiance. Ils ouvrent
l'âge de la défiance. Mais la société n'est pas con-
damnée à rester enfermée dans cet âge. La con-
fiance interpersonnelle ayant perdu son milieu et
ses automatismes, il faudra du temps pour que se
construisent les institutions productrices de confian-
ce interpersonnelle et leur milieu. Le passage d'une
confiance interpersonnelle particularisée, dégradée
de surcroît, à une confiance interpersonnelle géné-
ralisée ne peut être éprouvé qu'au travers de l'ex-
périence sociale et ses structures de pouvoir.

La production de la confiance interpersonnelle
par des institutions ne peut être qu'expérimentée.
Aux liens personnels devront s'ajouter des arte-
facts sociaux comme médiation aux rapports de
personnes qui se sont étendus. Les institutions
comme artefacts sociaux doivent transformer la
méfiance (dans des étrangers) en confiance (dans
des étrangers devenus familiers), elles doivent
transformer des étrangers en familiers. Les arte-
facts sociaux familiarisent des étrangers, ils ren-
dent leur comportement prévisible^[12]. La confian-
ce entre des personnes doit se transformer en con-
fiance entre les individus par des institutions. On
peut ici se référer à la théorie wébérienne de la
routinisation du charisme. Confiance interperson-
nelle et confiance dans les institutions peuvent
alors se compléter, la confiance dans les institu-
tions produisant certains résultats se substituant
et complétant la confiance dans les personnes.

Nous avons fait abstraction jusqu'ici de la con-
fiance personnelle, de la confiance de la personne
en elle-même. Il va de soi que nous ne pouvons
pas obtenir de confiance interpersonnelle sans con-
fiance personnelle : qui doute de lui-même ne peut
être fiable ni peut faire confiance à autrui. Il faut
prendre en compte la confiance personnelle pour
compléter le continuum entre confiance interper-
sonnelle et confiance sociale que l'on pourrait
d'abord exprimer ainsi : *au départ il y aurait la
confiance personnelle qui rend possible la confian-
ce interpersonnelle et c'est la confiance interper-
sonnelle qui en se donnant les institutions sociales
nécessaires lui permettront de se généraliser.*

Mais si l'on prend la confiance personnelle non
comme point de départ, comme donnée, mais come-
me une variable, le continuum devient circulaire.
Le processus de production de la confiance n'a pas
de début en réalité. Car à moins de supposer qu'el-
le vienne comme dans le charisme wébérien d'une
puissance supérieure, d'où viendrait la confiance
personnelle, sinon de la confiance interpersonnelle
? On peut lui supposer une certaine indétermina-
tion au départ, comme à la naissance, et encore les
scientifiques de la vie et de la psychologie peuvent-
ils en redire, mais la confiance personnelle ne finit
par se stabiliser et se renforcer, en règle générale,
que dans les rapports avec les autres personnes.
Ainsi, peut-on dire, que la confiance circule entre
les personnes, individuelles et collectives, se ren-
forçant ou se dégradant, telle une énergie sociale
parcourant les mécanismes sociaux. Et c'est là que
nous retrouvons, d'une certaine manière, l'esprit
de corps d'Ibn Khaldoun comme effet de la con-
fiance interpersonnelle particularisée, et la compé-
titivité sociale comme effet de la confiance inter-
personnelle particularisée ou généralisée. Dans les
sociétés modernes, composée d'individus séparés,
la confiance sociale circule par le canal d'artefacts
sociaux par lesquels les individus éprouvent leur
confiance et leur force mutuelles.

Lorsque des institutions (ou organisations) exem-
plaires sont importées de sociétés performantes,
la complémentarité de la confiance dans les per-
sonnes et de la confiance dans les institutions n'est
pas donnée. La performance des institutions im-
portées doit être vérifiée par leur mise à l'épreu-
ve, par leur expérimentation. Si ces institutions im-
portées ont gagné la confiance de l'élite par leur
exemplarité, l'expérience historique en jugera. Il
s'agira de voir comment ces institutions interagis-
sent avec les institutions informelles, savoir si el-
les réussissent à faire corps confiant à la société.
Favoriseront-elles son processus d'institutionnali-
sation ou l'entraveront-elles ? Car la société n'est
pas une table rase, elle a une histoire, une mé-
moire. Il ne suffira pas de constater les écarts en-
tre les promesses des institutions importées et leurs
résultats sur les interactions sociales, les écarts
entre la théorie et la pratique, il faudra rétablir leur
unité. La défiance des élites dans la société est la
première cause de défiance sociale.

Par ailleurs ces institutions peuvent être concu-
rentes et/ou complémentaires à différents niveaux.
La confiance interpersonnelle peut être concurren-
te de la confiance sociale à un niveau (dans un
domaine, un champ) et être complémentaire à un
autre. Elle peut être positive à un niveau et négati-
ve à un autre. La confiance ne peut se prendre in-
dépendamment de son contraire, l'une se substi-
tue à l'autre, l'une complète l'autre, l'une se con-
vertit dans l'autre. Il n'y a pas de confiance pure.
Elles se compléteront dans une société confiante,
se concurrenceront dans une société défiant. Il faut
tenir compte de l'interaction entre les différents
champs/niveaux pour être en mesure de faire pro-
gresser la confiance interpersonnelle d'un champ/
niveau à un autre ou d'un champ à un autre.

On peut définir notre société, avec les changements
rapides qui l'ont affectée, comme une société de la
défiance, une société où l'intérêt personnel a gan-
grené jusqu'aux rapports familiaux. Notre société tra-
verse un âge de la méfiance, à partir duquel elle ne
pourra gagner l'âge de la confiance qu'après avoir
construit des institutions et des milieux producteurs
de confiance, avoir éprouvé des artefacts au travers
d'épreuves, qui font circuler la confiance dans un
milieu entre les personnes. Mais croire que la con-
fiance peut aller des institutions aux personnes si elle
ne va pas des personnes aux institutions est une er-
reur. Sans continuum et circularité des institutions,
la confiance ne peut être produite. Des institutions
exemplaires importées ne peuvent à elles seules en

produire. Les institutions formelles, les croyances so-
ciales, doivent d'un bout à l'autre du continuum ins-
titutionnel se compléter. Les individus vérifient la
confiance qu'ils placent dans les institutions au tra-
vers de la confiance qu'elles ont pu rendre possible
entre les individus au cours de leurs épreuves.

LE MARCHAND, LE CITOYEN ET LE FONCTIONNAIRE

Le marché a besoin d'institutions complémentai-
res pour son développement. La rationalité des in-
dividus est limitée, leur information est inégale, les
contrats ne sont pas complets : la méfiance est jus-
tifiée. On ne peut pas avoir une confiance aveugle
dans le marché, les marchés réels sont «incomplets». Ils
ne mesurent pas tous les états du monde, ils ne
peuvent assurer de tous les risques, ils ne procu-
rent pas une information complète, ils sont le ter-
reau de l'aléa moral et de la sélection adverse^[13],
leur équilibre est rarement optimal. Ils sont d'autant
plus incomplets et doivent être compléter, parce
qu'émergents, leur émergence s'étant effectué sans
les institutions qui les complètent. La demande de
régulation du marché par les citoyens est constante,
ils ont besoin d'institutions qui établissent leur con-
fiance dans le marché. Ces institutions doivent ré-
duire progressivement l'état d'incomplétude du mar-
ché. Pour l'heure, les citoyens confondent régula-
tion du marché et intervention répressive de l'État à
défaut de pouvoir se donner les institutions complé-
mentaires au marché qui leur permettrait de prévoir
l'évolution de leur revenu et de leurs dépenses.

La défiance du citoyen dans le marchand est com-
plète, il faut cependant voir qu'elle est conséquence
de la défiance du marchand à l'égard du marché. La
spéculation n'est pas une attitude morale, elle est
une tendance propre à un contexte, elle est une ins-
titution. Combattre une telle institution ne consiste
pas à réprimer la spéculation, mais à rétablir la con-
fiance dans le marché. Alors seulement, s'il y a spé-
culation, pourrait-elle être combattue. Le marchand
porte une marchandise d'un producteur à un con-
sommateur. Il peut, s'il en a les moyens, comman-
der au producteur sa production. Mais un marchand
ne peut avoir qu'une connaissance imparfaite du
marché et la connaissance du marché n'est rien
d'autre que celle des marchands. Le marchand vise
à tirer profit du marché, mais s'il n'en a qu'une con-
naissance imparfaite, il ne peut pas s'engager auprès
du producteur et du consommateur. L'État doit coo-
pérer avec le marché, il doit l'aider à parfaire son
information sur les états du monde, ses risques et
ses opportunités. La dichotomie occidentale du mar-
ché et de l'État livre le marché à la classe capitaliste.
Les subventions chinoises à la production sont un
exemple d'interpénétration du marché et l'État.

Notre façon quotidienne de combattre cette dé-
fiance entre consommateurs et marchands est le
recours à la confiance personnelle. Nous éprouvons
nos commerçants pour nous attacher ceux qui nous
paraissent dignes de confiance, mais nous savons
qu'en règle générale les marchands subiront le
marché et, pour se protéger de lui, exploiteront les
faiblesses des consommateurs et producteurs. Il est
d'expérience commune que certaines périodes sont
particulièrement favorables à de tels comporte-
ments. Et l'on ne peut pas dire que de tels compor-
tements de courte vue soient profitables au déve-
loppement du marché. Dans une économie marquée
par la privatisation des biens collectifs et la domina-
tion des marchés publics, la compétition n'a pas cours

Notes :

[11] Aoki Masahiko (2001). Toward a comparative institutional approach. MIT Press. pp. 1-2

[12] Voir Aoki Masahiko (2011) : Institutions as cognitive media ... op. cit.

[13] Dans la théorie microéconomique de l'agence, la sélection adverse renvoie à une asymétrie d'information, sur
le marché, il en résulte que la mauvaise marchandise chasse la bonne du marché (the market of lemons d'Akerlof).
Avec l'aléa moral, une partie (assuré tous risques) prend des risques excessifs sachant que les conséquences négati-
ves seront supportées par d'autres (assureur). L'opportunisme profite de l'incomplétude des contrats.

autour de la production mondiale. Nous en som-
mes encore comme à la phase de l'accumulation
primitive. Il en résulte un rapport particulier entre le
fonctionnaire et le producteur, un rapport non com-
plémentaire, mais concurrentiel. Dans la course pour
l'enrichissement, étant donné la source de la riches-
se et la transition vers l'économie de marché, le «fon-
ctionnaire» dispute la richesse au «producteur» pour
ne pas être déclassé. L'élite post-indépendance qui a
investi dans le socialisme et l'État ne peut assister
impuissante face à son déclassement avec l'émer-
gence de nouveaux riches. Une partie d'entre elle
s'est convertie avec succès aux affaires, mais la
manière dont elle s'est convertie n'a pas été sans
conséquences sur le reste de la société qui lui a
emprunté le pas. La corruption est une institution.

EN GUISE DE CONCLUSION

Nous avons défendu la thèse d'un continuum des
confiances personnelle, interpersonnelle particu-
larisée et interpersonnelle généralisée et la circu-
larité d'un tel continuum. Circularité qui, dans une
société d'individus aux relations étendues, passe
par un ensemble d'artefacts sociaux. Les liens so-
ciaux doivent être médiés par des artefacts sociaux,
des productions sociales.

Nous avons adopté la définition d'Aoki selon la-
quelle les institutions sont des médiateurs cognitifs
entre les interactions stratégiques et les croyances
individuelles, qu'elles supposent des croyances
partagées. Un troisième élément de contexte fait
défaut à la production de ces institutions, il s'agit
de l'espace de production de ces croyances parta-
gées. Le parti unique a été associé à une idéologie,
le multipartisme à des idéologies que l'on a substi-
tué aux croyances sociales. Cela a produit des rhé-
teurs et non des analystes. Le partage de l'expé-
rience sociale est à la base de la production des
croyances communes. C'est un tel espace de ré-
flexion commune, c'est une telle expérience parta-
gée, qui font défaut au contexte actuel.

Nous avons soutenu que le marché était une ins-
titution parmi d'autres, qu'il allait avec d'autres ins-
titutions qui peuvent être concordantes ou discor-
dantes selon les contextes. De par son incomplé-
tude, disent les économistes, il a besoin d'institutions
qui traitent de ses imperfections. Le marché qui n'a
pu être pensé et effectué comme institution parmi
d'autres, a jeté ses acteurs dans la défiance. Cette
défiance doit être transformée en confiance. Pour
ce faire, le processus d'institutionnalisation doit
accompagner le processus d'individualisation de la
société. Il doit transformer les étrangers, que le
marché a fabriqués, en citoyens, et par là même, la
confiance interpersonnelle particularisée en confian-
ce générale. Pourquoi doit-on se fier les uns aux
autres et comment cela se peut-il ? On ne peut
éluder la réponse, elle doit être apportée.

Une telle transformation du marché a besoin d'un
autre contexte des échanges, d'une autre configura-
tion de la compétition sociale. À l'Afrique doit reve-
nir une certaine part de la production mondiale. La
production, la propension à exporter doivent avoir
la préséance sur la consommation, sur la propen-
sion à importer. À l'ère de la production, être dans le
monde, c'est être dans sa production. Seule une stra-
tégie de longue durée peut mettre l'inversion de nos
orientations et dispositions en perspective et nous
permettre de partager des croyances, d'instituer de
bonnes institutions, d'imiter pour innover, de préfé-
rer être producteurs plutôt que consommateurs.

Publicité

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTERE DE L' HABITAT ET DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS
DE LA WILAYA D'EL BAYADH

AVIS D' INFRUCTUOSITE
Nif : 00023202015003669000

N°/DEP/2026

LE

Selon le décret présidentiel n°15-247 du 16 septembre 2015, portant réglementation des marchés publics et des délégation de service public, Direction des
équipements publics de la wilaya d'el Bayadh . informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offres ouvert avec exigence de
capacités minimales paru dans la presse national (le Quotidien d'O'ran) du 15/04/2026.: portant : Réalisation D'un Collège Type 5/200 R A 440
Logements Commune D'El Bayadh En Lots Séparés .

Lot 01 :Bloc Pédagogique-Bloc Administratif-Bloc Sanitaire-Chauffage Central-Mur De Clôture Voies Réseaux Divers VRD-Bloc Vestiaire- Poste
Transformateur-Bach A Eau Lots 02 :Demi-Pension - Lot 03 :Logement De Fonction (02 F3,02F4,01F5)

site	Le Soumissionnaire	Projet	REMARQUE
El Bayadh	/	Réalisation D'un Lycée Collège Type 5/200 R A 440 Logements Commune D'El Bayadh En Lots Séparés . Lot 01 :Bloc Pédagogique-Bloc Administratif-Bloc Sanitaire-Chauffage Central-Mur De Clôture Voies Réseaux Divers VRD-Bloc Vestiaire- Poste Transformateur-Bach A Eau Lots 02 :Demi-Pension - Lot 03 :Logement De Fonction (02 F3,02F4,01F5)	Infructueux

LE DIRECTEUR

ANEP N° 2631008025

Le Quotidien d'Oran 10/05/2026

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
 Le Ministère De l'Intérieur et Des Collectivités Locales et des Transports
 Direction Générale De La Protection Civile
 Direction De La Protection Civile De La Wilaya De Mascara
 NIF: 408002002029082



Avis D'attribution Provisoire

De L'appel D'offres National Ouvert Avec Capacités Minimales N°: 01/2026

Conformément aux dispositions de l'article 65, du deuxième alinéa du décret présidentiel N° 15/247 en date du: 16.09.2015, Relatif à la réglementation du marché publics et des délégations de service publics. la Direction de la Protection Civile de la wilaya de Mascara a annoncé tous les candidats participant à l'appel d'offres national ouvert avec capacités minimales N° 01/2026 pour Réalisation d'un Poste Routier De La Protection Civile à FROHA MASCARA , Publié dans les quotidiens nationaux de **جريدة الجمهورية** et **Quotidien d'Oran** du 11/04/2026 à travers le processus d'analyse et d'évaluation des offres techniques et financières. L'attribution Provisoire a été confier à l'entreprise contenue dans le tableau suivant:

N° DE L'OFFRE	Soumissionnaire	N° d'identification Fiscale	Points d'offres techniques	Montant d'offre (DA)	Délai De Réalisation	Critères de sélection
01	BELHACHEMY MOURAD	169290101086192	76 p	45 975 377.4 9	07 mois et 25 jours	Techniquement Qualifié Et Moins Disant

Suite à l'article 82 du décret présidentiel 15-247 en date du 16/09/2015 relatif à la réglementation du marché publics et des délégations de service publics, et suite l'article 56 du la loi 23-12 du 05 Aout 2023 fixant les règles générales relatives aux marché publique, Les soumissionnaires qui contestent ce choix peuvent introduire un recours auprès de la commission spécialisée dans un délai de dix (10) jours à compte de la publication du présent avis dans la presse nationale ou au bulletin officiel des marché des opérateurs économique (BOMOP), si le dixième jour tombe un jour férié ou un jour de repos légal, le délai de recours est prorogé jusqu'au prochain jour ouvrable.

ANEP N° 2631008069 Le Quotidien d'Oran 10/05/2026

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya d'Oran
Daïra d'Arzew
Commune d'Arzew
Nif : 098431065059714

**Avis D'attribution Provisoire
D'un marché**

Conformément aux dispositions de l'article 65 -- alinéa 2 du décret présidentiel N° 15/247 du 16/09/2015, portant réglementations des marchés publics et délégation du service public, la commune D'Arzew informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offre nationale ouvert avec exigence de capacité minimale N°09/2026 relatif

**REVETEMENT DE LA ROUTE RELIANT ROND POINT PI VERS
LE PORT DE PECHE Y/C LES FRAIS DE CONTROLE**

Que le marché est attribué provisoirement à l'entreprise classée en 3^{ème} position ETPBH MEHDI FETHI Pour un montant de 52.943.100,00 DA/TTC et un délai de 04 MOIS

Parution de l'avis sur les journaux :
 Paru le 10/02/2026 sur الجمهورية
 Paru le 14/12/2026 sur le quotidien d'Oran.

<i>L'entreprise</i>	<i>Montant</i>	<i>NIF</i>	<i>Délais</i>	<i>Observation</i>
<i>ETPBH MEHDI FETHI</i>	<i>52.943.100.00 DA /TTC</i>	<i>174310100250135</i>	<i>04 MOIS</i>	<i>- Après résiliation de l'entreprise classée en 1^{ère} position</i> <i>-Suite au désistement de l'entreprise classé en 2^{ème} position</i>

Conformément à l'article 82 du code des marchés publics et délégation du service public, les soumissionnaires non retenues peuvent adresser un recours auprès de la commission des marchés de la commune d'Arzew dans un délai de 10 jours à compter de la première publication de l'avis d'attribution provisoire du marché.

Arzew Le 11.4.1944.
Président De L'assemblée
Populaire Communale

ANEP N° 2631008068 Le Quotidien d'Oran 10/05/2026



République Algérienne Démocratique Et Populaire
Ministère de l'Hydraulique
Société de l'eau et de l'assainissement d'Oran
SEOR – SPA
NIF : 000831010963259

Avis d'attribution Provisoire

Conformément à l'article 82 de la procédure de passation des marches de la SEOR-SPA.

Il est porté à l'attention de l'ensemble des soumissionnaires ayant participé al' appel D'offres National Ouvert avec exigence de capacités minimales N° : 03/ SEOR/2026 paru en date du 15/03/2026 sur le quotidien d'Oran et الجمهورية.

Relatif au : travaux de maintenance des armoires électriques au niveau des stations de relevage de la wilaya d'ORAN.

- Que l'entreprise retenue provisoirement est :

Soumissionnaire	Adresse	Note technique	Note financière	Délai d'intervention	NIF
OMID COMPANY	Hammam Bouhadjar	59.90 points	264.31 points	15 jours	192460400199133

Tout soumissionnaire qui conteste ce choix, peut introduire un recours dans les dix (10) jours à compter de la première publication du présent avis, auprès de la commission centrale des marchés à la direction générale de la SEOR SPA « cité administrative -usto Oran »

Ceci en application de l'article 83 de la procédure de passation des marches de la SEOR-SPA
Et pour les autres soumissionnaires qui sont intéressés de se rapprocher de ses services, au plus
tard (03) jours

à compter du premier jour de la publication du présent avis, à prendre connaissance de résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières.

— ANEP N° 2631008058 Le Quotidien d'Oran 10/05/2026 —

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE POPULAIRES

- Wilaya De Beni Abbes
- Direction Del'administration Local

AVIS DE LA CORRECTION DES SUBVENTIONS TEMPORAIRES

Conformément à l'article 65 et 82 du décret présidentiel n 15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marches publics et de délégation du service public et la loi N 12/23 du 05 aout 2023 fixant les règles générales relatives aux marché publique .

Le wali de la wilaya de Béni Abbès (direction de l'administration local de la wilaya de Béni Abbès) informe les soumissionnaires ayant répondu au avis de concours national retreint avec exigence de capacité minimal N°05/2026 publié dans le journal (le quotidien d'oran) en français du 29/04/2026 et le journal (المجتمع) en arabe du 28/04/2026 relatif que le montant de la subvention temporaire a été corrigé conformément au tableau ci-dessous

Projet	Entreprise	NIF	Montant Proposé en TTC (DA)	Montant après la correction en TTC (DA)	Délai De Réalisation	Note technique	OBS
Acquisition de quatre (04) camions bennes TASSEUSES DE CAPACITÉ 12M³	ETS ALL MOTOURS	1880204010141304200	57 976 800.00 DA	57 976 800.00 DA	02 Mois	26.6	Moins Disant

Les soumissionnaires qui souhaitent prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres technique et financier peuvent se rapprocher au service technique de la wilaya de Beni Abbes au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire et quiconque a une protestation ou un appel droit soumettre une lettre à la Comité des marches publics de la wilaya de béni abbés dans les (10) jours à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire.

— ANEP N° 2631008013 Le Quotidien d'Oran 10/05/2026 —

2

20.10 La nuit du 12



08.15 À l'origine
10.55 Parole inattendue
11.00 Tout le monde veut prendre sa place
12.00 Journal
12.20 13h15, le dimanche
13.21 C'est bon à savoir
17.05 Les enfants de la télé
18.10 Les enfants de la télé, la suite
18.55 Journal Météo climat
18.56 Journal
19.30 20h30 le dimanche
20.05 Réflexe !

La nuit du 12 octobre 2016, l'hôtel de police de Grenoble est le théâtre d'une fête arrosée. Le chef de la police judiciaire, prend sa retraite avec une certaine émotion et passe le flambeau à Yohann Vivès (Bastien Bouillon), jeune capitaine apprécié par ses troupes. Un peu plus tard dans la nuit, à Saint-Jean-de-Maurienne, à la périphérie de Grenoble, Clara Royer (Lula Cotton-Frapière), 21 ans, joyeuse, quitte une fête donnée par une amie. Alors qu'elle rentre à pied chez ses parents, un homme encagoulé l'interpelle par son prénom avant de l'arroser d'essence et d'y mettre le feu.
22.05 Beau geste

3

20.10 Inspecteur Barnaby



09.20 Nous, les Européens
09.55 Outremer...
10.10 Dimanche en politique dans votre région
10.40 Dimanche en politique
11.30 ICI 12/13
11.55 ICI dans votre région
12.35 Vivement dimanche
16.25 Le jeu des 1000 euros
17.05 Questions pour un champion
17.55 Le journal des talents
19.05 Stade 2

S 25 - Ep 3 : La mort sonne trois fois
Dans le comté pittoresque de Midsomer, l'inspecteur Tom Barnaby (John Nettles) et son fidèle sergent Gavin Troy (Daniel Casey) s'engagent dans une série d'enquêtes qui révèlent la face cachée de cette région apparemment tranquille. Alors que Barnaby s'installe avec sa femme, il est rapidement confronté à un meurtre mystérieux dans le village de Badger's Drift, où le corps d'Emily Simpson, une vieille dame respectée, est découvert dans son domicile.

4

21.55 Taratata 100% live



08.57 Bluey
09.57 Les as de la jungle à la rescousse
10.40 Mission info
10.56 T'es au top
12.25 Un jour, une question
13.34 Trop cool, Scooby-Doo !
15.00 Fort Boyard
17.02 Super détectives !
18.05 Okoo-koo
18.20 Imagine Dragons au château de Chambord
20.00 La cage aux folles

Il y a plus de trente ans, en janvier 1993, Florent Pagny faisait partie de l'aventure du tout premier Taratata. Ce soir, à La Seine Musicale, Nagui laisse carte blanche au chanteur, aux 18 millions d'albums vendus. Entouré de ses musiciens et amis artistes, il offre une traversée de ses grands classiques, réarrangés pour l'occasion et célèbre la sortie de son nouvel album, Grandeur Nature. Dans ce disque personnel, lumineux, Pagny chante le courage, la résilience et l'espoir. Avec Roberto Alagna, Jean-Louis Aubert, Benjamin Biolay, Claudio Capéo, David Hallyday, Il Cello,...

5

arte

TMC

08.10 Les plus belles comptines d'Okoo
08.25 Silence, ça pousse !
09.20 Echappées belles
11.00 Une maison, un(e) artiste
11.35 C à vous
13.45 Lucia di Lammermoor
16.25 On va déguster
17.25 Réflexe !
17.30 En société
19.00 C politique
20.05 Libération(s), dans la joie et la douleur : L'espoir
22.35 Haïti, la rançon de l'indépendance

09.25 Arménie : La gardienne des terres sauvages
10.10 Cuisines des terroirs
10.40 Food Markets
12.30 Capitaine sans peur
16.00 L'Espagne rurale
16.45 La double vie d'Hilma af Klint, peintre et pionnière de l'art abstrait
17.40 Alice Sara Ott et Francesco Tristano, pianos duo
18.45 Arte journal
19.05 Claudia Cardinale, la créature du secret
20.00 L'enlèvement
22.05 Minari

08.50 La dog Académie
11.05 Animaux à adopter



20.15 Esprits criminels ; S5 - E 22 : Données privées



22.50 New York Unité Spéciale



CINE +
FRISSON 19.50
JUSTICE LEAGUE

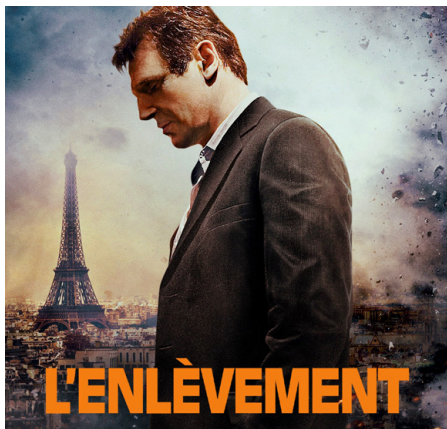
Acteur: Ben Affleck, Henry Cavill, Amy Adams, Gal Gadot, Ezra Miller...

Dans un monde encore sous le choc de la disparition de Superman (Henry Cavill), l'équilibre précaire entre espoir et désespoir menace de basculer définitivement. Les rues, autrefois protégées par le symbole indestructible de Metropolis, sont désormais le terrain de jeu des criminels et des menaces bien plus obscures. Bruce Wayne (Ben Affleck), hanté par les échecs du passé mais déterminé à ne plus jamais laisser l'humanité sans défense, sent monter une tempête bien plus redoutable que tout ce qu'il a affronté jusqu'ici.



CINE +
FAMIZ 19.50
LES AVENTURES DE SPIROU ET FANTASIO

Acteur: Thomas Solivérès, Alex Lutz, Géraldine Nakache, Christian Clavier...
Opérant dans une base secrète située en plein désert, Zorglub, scientifique mégalomane, teste sur un de ses infortunés sbires, sa dernière invention. Mais l'opération échoue et Zorglub sait que s'il veut enfin parvenir à créer ses Zorgl-hommes, pantins réduits à sa volonté, il devra faire appel à son adversaire et ancien ami, le comte de Champignac. Zorglub organise alors son enlèvement. Pendant ce temps, Spirou, jeune pickpocket, se déguise en groom pour opérer dans un grand hôtel. C'est à cette occasion qu'il rencontre Fantasio, un journaliste très pressé.



arte 20.50
L'ENLÈVEMENT

Acteur: Paolo Pierobon, Fausto Russo Alesi, Barbara Ronchi, Enea Sala,...

En mars 1852, à Bologne, la famille Mortara, d'origine juive, mène une existence paisible. Edgardo, leur sixième enfant, n'a que six mois lorsqu'Anna, la bonne catholique de la maison, prend une décision tragique par amour : elle le fait baptiser en secret, craignant pour sa santé fragile. Six ans plus tard, Edgardo (Enea Sala) est devenu un jeune garçon joyeux, s'épanouissant au sein de sa fratrie. Cependant, cette harmonie familiale est brutalement perturbée lorsqu'une nuit, le maréchal Lucidi (Paolo Pierobon) fait irruption chez les Mortara.

TÉLÉVISION

TF1

20.10 L'idée d'être avec toi



09.05 Automoto
09.55 Ma maison de A à Z
10.00 Téléfoot
10.50 Les douze coups de midi
11.50 Petits plats en équilibre
12.00 JT 13h
12.40 Grands reportages
15.10 Les Docs du week-end
16.20 Sept à huit Life
17.20 Sept à huit
18.50 Ma maison de A à Z
19.00 JT 20h
19.45 Le goût du détail
19.50 Petits plats en équilibre

Solène (Anne Hathaway), une femme divorcée de 40 ans, jongle entre sa carrière de propriétaire de galerie d'art et son rôle de mère dévouée à sa fille adolescente, Izzy (Ella Rubin). Leur complicité est palpable, et elles partagent des moments précieux, notamment lors d'un festival de musique où elles se rendent avec des amis. C'est là que Solène croise le chemin de Hayes Campbell (Nicholas Galitzine), une pop star montante de 24 ans, qui lui dédie une chanson, déclenchant une étincelle inattendue entre eux.
22.25 Esprits criminels

6

20.10 Capital



09.25 Turbo
11.45 Le 12.45
12.25 Un jour, un doc week-end
16.10 66 minutes



17.40 66 minutes : grand format
18.40 Météo
18.45 Le 19.45
19.10 Le 2010, Anne-Sophie Lapix
19.40 E=M6

Au sommaire : Robot-laveur : gain de temps ou perte d'argent ? Vendus entre 200 et 1200 euros, les robots-laveurs dernière génération promettent un gain de deux heures chaque semaine. Que valent toutes ces innovations ? Faut-il craquer pour les dernières nouveautés ? - Clôtures et pergolas : profitez du jardin, pas de vos voisins ! Vis-à-vis insupportables, nuisances sonores, moustiques, quelles sont les nouvelles solutions pour éviter que le rêve du jardin tourne au cauchemar ?
22.15 Enquête exclusive

CANAL+

20.05 Rugby Top 14 : Racing 92 / La Rochelle



11.23 Le monde magique de Jérôme Commandeur, le bétisier
11.41 En aparté
12.16 La Grille Moto
12.57 Moto GP : Grand Prix de France
13.45 Moto : Le podium
14.02 Débrief Moto
15.04 On Board F1
15.35 The Match
15.38 En Route pour Budapest
16.06 The Match
16.30 Football : Premier League
18.29 Canal Football Club
19.26 Canal Rugby Club

La 23e journée du Top 14 met aux prises le Racing 92 et La Rochelle dans un duel important pour la suite de la saison. Encore en course pour les places européennes, les deux formations peuvent également continuer à croire au Top 6, synonyme de qualification pour la phase finale du championnat de France. Lourdement battus au match aller à Marcel-Deflandre (33-6), Antoine Gibert et les Franciliens auront à cœur de réagir devant leur public et de prendre leur revanche.
22.19 Saturday Night Live

PLANETE +

TFX

W9

08.39 American Pickers, la brocante made in USA
10.17 Otages du Liban, une histoire secrète
12.12 Adolf Eichmann : les aveux du diable
15.07 Mystérieux objets
16.43 Vikings : La saga des Bluetooth
18.21 American Pickers, la brocante made in USA
19.55 Ingénieurs de l'Antiquité
21.47 Mystérieux objets

08.27 Top Info
08.30 Détox ta maison, 7 jours pour tout ranger
12.00 Friends



20.10 Largo Winch 2



22.25 Largo Winch

08.10 Génération Hit machine
09.20 Fréquentstar
11.20 100% poker
11.50 Desperate Housewives



15.30 La petite histoire de France
20.10 Medellin



22.10 Lucky

Vingt millions de voyageurs en Allemagne menacés par des annulations de vols

Jusqu'à 20 millions de voyageurs pourraient être affectés en Allemagne cet été par des annulations de vols en raison de la flambée des prix du kérosène, ont averti samedi les aéroports allemands.

Dans le pire des scénarios, certains aéroports risquent de subir «une baisse de capacité de 10%», a déclaré Ralph Beisel, directeur général de l'Association des aéroports allemands (ADV), dans une interview au journal Welt am Sonntag.

«Rapporté à l'ensemble des aéroports, cela toucherait 20 millions de passagers», a-t-il expliqué.

Principale raison selon l'Association des aéroports allemands: l'envolée des prix du kérosène, «qui sont depuis plus de deux mois deux fois plus élevés qu'avant la guerre» au Moyen-Orient.

Et la crise devrait continuer, M. Beisel ayant indiqué ne pas anticiper de «retour à la normale dans les prochains mois».

Selon lui, il est à craindre en particulier que «les vols opérés par les compagnies aériennes à bas coût et ceux desservant des destinations d'une moindre importance touristique» soient annulés.

Violence à Haïti : plus de 1.600 morts en trois mois



La situation des droits humains en Haïti demeure «extrêmement préoccupante», a alerté le Bureau intégré des Nations unies en Haïti (BINUH), qui recense au moins 1.642 personnes tuées et 745 blessées entre janvier et mars 2026. «Malgré des avancées sécuritaires dans certaines zones du centre-ville de Port-au-Prince, l'insécurité est quotidienne et intenable pour un grand nombre d'Haïtiens», a déclaré le Représentant spécial du Secrétaire général en Haïti et chef du BINUH, Carlos Ruiz Massieu.

Selon lui, la violence continue également de s'étendre au-delà de la capitale, notamment dans les départements de l'Artibonite et du Centre. Le rapport note que les opérations menées par les forces de sécurité ont permis de limiter l'expansion territoriale des gangs dans certaines zones de Port-au-Prince. Plusieurs quartiers ont ainsi connu une baisse des activités criminelles.

Mais dans les territoires qu'ils contrôlent, les gangs continuent de commettre de graves violations des droits humains : meurtres ciblés, enlèvements, extorsions et destructions de biens.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Nigeria : 50 jihadistes tués par l'armée



L'armée nigériane a déclaré vendredi avoir tué au moins 50 jihadistes lors d'une opération menée en réponse à une attaque de l'Etat islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP) dans le nord-est du pays, epicentre d'une insurrection islamiste.

Les jihadistes ont été tués jeudi lorsque l'armée a tenté de repousser une attaque

coordonnée de l'ISWAP contre le quartier général de la 27ème Brigade de la ville de Buni Gari et le poste de contrôle de cette ville, située dans l'Etat de Yobe.

«L'assaut, lancé vers 2h00 du matin par un grand nombre de terroristes venant de plusieurs axes, a été accueilli par une puissance de feu dévastatrice, «Pas moins de 50

terroristes ont été neutralisés, tandis qu'une importante quantité d'armes et de munitions a été récupérée sur les fuyards» a-t-elle précisé, en ajoutant que deux soldats ont été tués lors de l'assaut.

Des photos publiées par l'armée et consultées par l'AFP montrent des corps, ainsi que des armes et des munitions.

Le Niger suspend une dizaine de médias français

Le Niger, hostile aux pays occidentaux et notamment à la France, a annoncé vendredi suspendre une dizaine de médias français pouvant selon lui «mettre gravement en péril l'ordre public», à quelques jours d'un important sommet entre Paris et des pays africains.

«Sont suspendus sur toute l'étendue du territoire national pour diffusion récurrente de contenus susceptibles de mettre gravement en péril l'ordre public, l'unité nationale, la cohésion sociale et la stabilité des institutions de la République les médias ci-après : France 24, RFI (Radio France in-

ternationale, ndlr), France Afrique Media, LSI Africa, AFP (Agence France-Presse, ndlr), TV5 Monde, TF1 Info, Jeune Afrique et Mediapart», indique un communiqué de l'Observatoire national de la communication (ONC) lu à la télévision publique.

La radio britannique BBC avait aussi été suspendue, en décembre 2024.

Mardi, le Burkina Faso, allié du Niger et du Mali voisins au sein de la confédération de l'Alliance des Etats du Sahel (AES), a interdit la diffusion de la chaîne TV5 Monde, après avoir aussi suspendu plusieurs médias occidentaux.



L'occupant sioniste a déplacé environ 40.000 Palestiniens en Cisjordanie



Le porte-parole adjoint du secrétaire général de l'ONU, Farhan Haq, a déclaré que l'entité sioniste avait déplacé environ 40.000 Palestiniens en Cisjordanie occupée depuis le début de 2025, a rapporté samedi l'agence de presse Wafa. Le porte-parole a souligné, dans un communiqué de presse vendredi soir, que les démolitions de maisons effectuées par des colons sionistes en Cisjordanie au cours de la première semaine de mai «ont entraîné le déplacement de 42 Palestiniens, dont 24 enfants». Et d'ajouter que l'occupant sioniste et les colons armés qui lancent des attaques sous la protection de l'armée sioniste, «poursuivent leurs attaques sans relâche dans toutes les villes de Cisjordanie».

Les attaques menées par les colons «ciblent les Palestiniens et leurs biens, qui sont les habitants originaires de la région», a précisé Farhan Haq.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

DE L'AUTOMOBILE RÉNOVÉE AU FRIGO RECYCLÉ

s'arrêter sur les grandes emphases des sempiternelles explications géostratégiques et sur les hauts détails des politiques mondiales au lieu de s'arrêter sur les nouveaux phénomènes de la manière de consommer et de se nourrir des populations qui s'étend et qui devient universelle. Plus terre à terre, mais de plus en plus vivante, cette culture qui s'étend, notamment chez les pays ayant connu le faste un moment, vient en remplacement forcé pour que les populations s'adaptent à une forme de disette qui ne dévoile pas son nom.

Les modes sociétales des récupérations ne sont plus modes éparses mais s'instal-

lent en cultures rigides et universalisées. De nombreuses grandes industries se détachent de la création et de l'invention et s'investissent dans le recyclage. Le produit neuf cède la place au produit recyclé. Les échanges gagnent le profil du troc dans plusieurs domaines de la quotidienneté. Aucun secteur n'est épargné allant de la vieille automobile renouvelée au frigo usé recyclé. La friperie vestimentaire devient sacralisée et l'alimentation a perdu sa prodigalité. La rigueur du gène du consommateur devant les étals s'est dissipée et le mot «budget» n'est plus un trompe-l'œil placardé.

En s'effilochant ainsi, la civilisation longtemps dominante recommande maintenant un rétro-pédalage vers la mesure et l'humilité pour qu'enfin l'espèce humaine se rende compte de sa vulnérabilité.